



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Novembre 2021

POLOGNE	1
HONGRIE.....	6
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	13
SLOVAQUIE	16
LETTONIE.....	20
LITUANIE.....	22
ESTONIE.....	24

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,6 PLN

Nominations

- Le 15 novembre Piotr Pyzik a été nommé sous-secrétaire d'état au Ministère des actifs publics, chargé du secteur minier.
- Le 1er décembre, Artur Lorkowski, ancien vice-président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOSiGW) a pris le poste de directeur du Secrétariat de la Communauté de l'énergie.

Climat / Environnement

- En 2022 le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (le *NFOŚiGW*) veut dépenser pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau 9,2 Md PLN (2 Md€), soit 2,2 Md PLN (0,5 Md€) de plus qu'en 2021, dont 6,5 Md PLN (1,4 Md€) sous forme de subventions. Le Fonds a indiqué qu'en 2022 ses recettes représenteraient presque 5,1 Md PLN (1,1 Md€), soit environ 70% (1,9 Md PLN – 0,4 Md€) de plus qu'en 2021. L'augmentation des revenus s'explique par l'augmentation prévue des recettes provenant de la vente des quotas d'émissions de CO₂ (900 M PLN – 196 M€ du Fonds de Modernisation), la prise en compte des revenus du Fonds des Transports à faibles émissions au titre de la taxe d'émissions (390 M PLN – 85 M€) et l'obtention des taxes de remplacement résultant de la loi sur l'efficacité énergétique (355 M PLN – 77 M€).

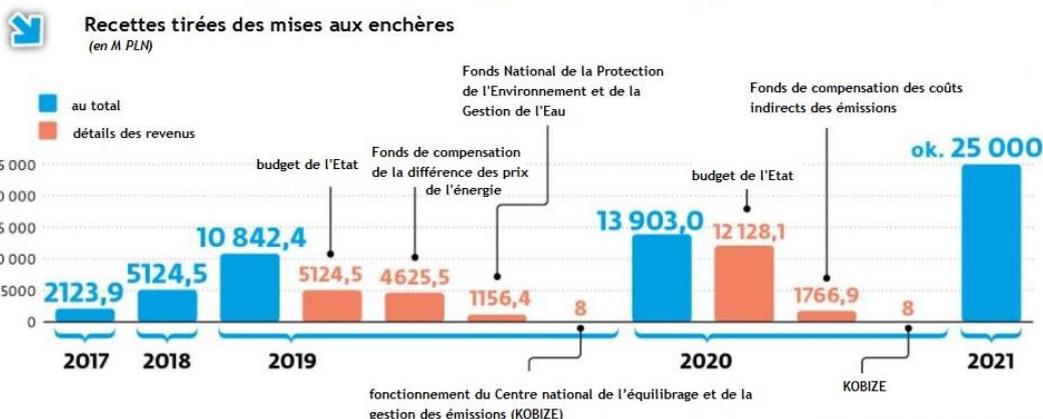
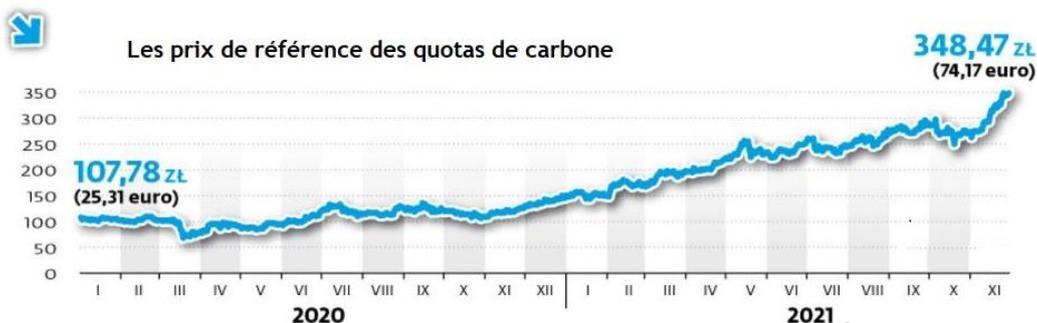
En 2022, le *NFOŚiGW* financera, entre autres, les programmes et les investissements suivants :

- programme « Air Pur » (*Czyste Powietrze*) concernant le remplacement des chaudières à charbon et la modernisation thermique des bâtiments à hauteur de 1,95 Md PLN (0,42 Md€),
- programme « Mon courant » (*Mój Prąd*) qui finance l'installation des panneaux photovoltaïques, des réserves d'énergie et des stations de recharge des voitures électriques par les particuliers: 660 M PLN (143 M€),
- soutien du transport à faibles émissions, de l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques et de l'infrastructure de ravitaillement en hydrogène : 900 M PLN (195 M€),
- programmes « Nouvelle Energie » (*Nowa Energia*) et « Energie Plus » (*Energia Plus*) de cofinancement de la réduction des émissions des sources polluantes dans l'atmosphère et la construction, extension ou la modernisation des installations visant à réduire la consommation de matières premières primaires : 750 M PLN (163 M€),



- programmes de soutien de l'efficacité énergétique des bâtiments : 537 M PLN (117 M€),
- investissements dans l'efficacité des ressources, l'adaptation au changement climatique et l'amélioration de la qualité de l'environnement : 1 Md PLN (0,2 Md€),
- investissements dans la surveillance de l'environnement et la protection des ressources en eau par l'augmentation de la rétention sur des propriétés privées (y compris le programme «Mon Eau» - *Moja Woda*) : 440 M PLN (96 M€),
- investissements dans la modernisation des systèmes de traitement des eaux dans les agglomérations : plus de 400 M PLN (87 M€) et en dehors des agglomérations : plus de 150 M PLN (33 M€),
- investissements dans la gestion des déchets, y compris l'élimination des déchets abandonnés : plus de 330 M PLN (72 M€),
- le Fonds alimentera aussi le Fonds National du Développement des Routes et le Fonds de Transport par Bus à hauteur d'1,5 Md PLN (0,3 Md€).

Le NFOŚiGW a précisé que ce plan de dépenses ne comprend pas les fonds européens gérés par le Fonds qui constituent les ressources hors bilan.



- Le 15 novembre, KGHM Polska Miedź S.A. a adopté sa Politique climatique, document qui présente les objectifs de la société en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre aux horizons 2030 et 2050, ainsi que la portée et le degré de changement nécessaire pour atteindre ces objectifs. L'objectif primordial de la politique climatique de KGHM est la neutralité climatique d'ici 2050 en ce qui concerne les émissions directes, liées aux activités de production de la société, et qui concerne les émissions indirectes liées à l'utilisation de l'électricité et de la chaleur achetées sur le marché. L'objectif intermédiaire est de réduire les émissions totales directes et indirectes de 3 % d'ici 2030 par rapport aux émissions de 2020.



COP26

- Lors de la COP 26 à Glasgow, la Pologne a été représentée par le PM Morawiecki dans la première semaine au Sommet des dirigeants et par la nouvelle ministre du climat et de l'environnement Anna Moskwa dans la deuxième semaine, suite à la démission de Michał Kurtyka (président de la COP24 à Katowice) le 26 octobre. Sans apporter de nouveaux éléments sur la position polonaise quant à la transition énergétique nécessaire pour lutter contre le changement climatique, le PM polonais Mateusz Morawiecki a rappelé lors de ses interventions ses messages-clés : enjeux sociaux et économiques de la transition, rythme de mise en œuvre adapté et modalités de mise en œuvre individualisées, nécessité d'augmenter les moyens dédiés par l'UE tout en prônant la dissociation enjeux (fonds européens et souveraineté). Le 3 novembre, 45 pays ont signé la déclaration « *Global Coal to Clean Power Transition Statement* » sur la sortie du charbon. Dans ce groupe figurent 18 pays dont la Pologne, qui n'avaient pas encore déclaré officiellement leur retrait du charbon dans un délai déterminé. L'accord suppose que les économies majeures (« *major economies* ») abandonneront le charbon dans les années 2030 et les autres pays (« *rest of the world* »), dans les années 2040, sans préciser la classification des pays. De plus, la déclaration contient une disposition permettant de réaliser l'engagement concernant le retrait du charbon dans le délai ou plus tard (*or as soon as possible thereafter*). Enfin, si 20 nouveaux pays, dont la Pologne, se sont engagés à ne pas construire de nouvelles centrales au charbon, la déclaration laisse néanmoins une forte souplesse à ses signataires, y étant indiqué que la transition devrait être juste et se ferait au profit des employés et des communautés locales. L'information sur la signature de la déclaration « *Global Coal to Clean Power Transition Statement* » par la Pologne a eu un large écho médiatique, initialement interprété comme un nouvel engagement polonais d'ici aux années 2030 au titre des économies majeures. Le lendemain, le porte-parole du Ministère du climat et de l'environnement a précisé que la Pologne était dans le deuxième groupe des pays (*rest of the world*) et s'était engagée à sortir du charbon dans les années 2040. Cette information a bien été confirmée par la suite par la nouvelle ministre du climat et de l'environnement (via twitter).

Déchets

- Le Groupe PGE envisage d'utiliser les déchets post-industriels provenant du secteur énergétique et récupérer les matières premières des fermes éoliennes ou photovoltaïques fermées. A cette fin, le Groupe construira à Belchatów le Centre des Recherches et du Développement de l'Economie Circulaire. Pour rappel, PGE s'est engagé à atteindre l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050.
- En 2022 le Groupe PKN Orlen envisage d'introduire dans son offre des bitumes spéciaux au mélange avec des matériaux recyclés. Les bitumes pourront être mélangés avec les produits issus du fraisage des couches bitumeuses.

ENR

- Le 30 novembre, le président de l'Office de la Régulation de l'énergie (URE) a communiqué le montant de la taxe ENR pour 2022, qui sera plus de deux fois inférieur à celui d'il y a un an et s'élèvera à 0,19€/MWh.
- Le groupe tchèque Amper souhaite construire en Pologne des parcs photovoltaïques d'une capacité totale de 450 MW. Les préparatifs pour la construction de la première ferme sont déjà en cours.

Energie

Nucléaire

- Début novembre, la société coréenne KHNP a présenté son projet de construction d'une centrale nucléaire en Pologne. Son offre serait jusqu'à même 30 % moins chère que celles de ses concurrents. Korea Hydro & Nuclear Power (KHNP) souhaite construire six réacteurs nucléaires APR1400, d'une capacité de production totale de 8,4 GW. Elle devrait soumettre une proposition préliminaire d'ici la fin du mois de mars, qui servira de base à de nouvelles discussions. Il s'agit du troisième acteur à annoncer officiellement une offre pour un contrat en Pologne. Auparavant, une offre pour quatre ou six réacteurs d'une capacité totale de 6,6 ou 9,9 GW sur deux ou trois sites avait été soumise par EDF. Sont également envisagés les réacteurs AP1000 de Westinghouse, d'une capacité de 1,1 GW chacun.

Electricité / Chaleur

- Le 26 novembre, a eu lieu à la cérémonie de pose de la première pierre pour la construction de deux unités à cycle combiné, d'une puissance totale de 1400 MW dans la centrale électrique de Dolna Odra appartenant à la société PGE. Comme l'a souligné la ministre du climat et de l'environnement, Anna



Moskwa, les nouvelles unités constituent l'un des investissements les plus importants pour la mise en œuvre de la Politique énergétique de la Pologne jusqu'en 2040.

- Le 25 novembre, le gouvernement a annoncé un bouclier anti-inflationniste, d'une valeur d'environ 2,17 Md €. Le bouclier prévoit, entre autres, des réductions des prix du carburant et de l'énergie :
 - prix des carburants - du 20 décembre 2021 au 20 mai 2022, l'accise sera réduite au niveau minimum autorisé dans l'Union européenne; du 1er janvier au 31 mai 2022, les carburants seront exonérés de la taxe sur les ventes au détail
 - prix de l'électricité - la suppression des droits d'accises sur l'électricité pour les ménages et la réduction des droits d'accises sur l'électricité pour les autres consommateurs au niveau minimum de l'UE ; la réduction de la TVA sur l'électricité à 5%, contre 23% actuellement, de janvier à mars 2022.
 - prix du gaz - la réduction de la TVA sur le gaz naturel (8% au lieu de 23%) de janvier à mars 2022.
 - prix du chauffage – la réduction de la TVA sur le chauffage collectif (8 % au lieu de 23%)
 - Le bouclier prévoit également un supplément de 88,8 € à 250 €, en fonction de revenu pour compenser les coûts de la TVA sur l'électricité et sur les produits alimentaires.

Hydrogène

- Le 29 novembre le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) a lancé le programme prioritaire dédié au soutien au développement de l'infrastructure de recharge des voitures électriques et de ravitaillement en hydrogène ». Le programme dont le budget s'élève à 1,87 Md PLN (0,4 Md€) est adressé aux collectivités locales, entreprises, coopératives de logement et aux agriculteurs non-salariés. 1 Md PLN (0,22 Md €) sera dédié au développement du réseau électrique pour les véhicules électriques et 870 M PLN (189 M €) aux investissements dans la mise en place des 17 000 points de recharge des voitures électriques et de 20 stations de ravitaillement en hydrogène.
- La société Columbus Energy (Pologne) a signé avec le Cluster d'Hydrogène de la Région de Sainte-Croix, initié par les Mines des Ressources Minérales de la Région de Sainte-Croix, un accord visant à remplacer l'utilisation des carburants fossiles par les entreprises locales par l'hydrogène vert produit à partir des sources d'énergie zéro carbone. Les membres du Cluster envisagent de créer d'ici 2030 les sources d'énergie zéro carbone capables de produire 4 TWh d'énergie par an et d'exploiter les électrolyseurs d'une puissance de 250 MW ce qui permettrait la production de 50 000 t d'hydrogène propre.

Gaz / Pétrole

- La société PKN Orlen a reçu l'accord de la Commission européenne pour prolonger jusqu'au 14 janvier 2022 le délai de mise en œuvre des mesures correctrices qu'elle est tenue d'appliquer dans le cadre de l'acquisition prévue du groupe Lotos. PKN Orlen a annoncé que, ce nouveau délai est dû à la nécessité de finaliser le processus de négociation avec les partenaires avec lesquels des discussions sont en cours concernant la mise en œuvre de contre-mesures. L'entreprise a souligné que la décision de la CE n'affectait pas la date d'achèvement du processus d'acquisition de Lotos, prévue pour le premier semestre 2022. PKN Orlen estime que le processus décisionnel de la CE, après avoir présenté à la Commission la manière de mettre en œuvre les contre-mesures, pourrait prendre environ trois mois.

Transport

Urbain

- Le Groupe CAF, à travers sa filiale Solaris (Pologne), a été choisi par l'Opérateur de Transport de Wallonie (OTW), qui est l'opérateur du transport public de la zone francophone de la Belgique, pour la fourniture de 161 bus hybrides Urbino 12 ainsi que pour la maintenance de ces unités pendant huit ans. La livraison de ces bus est prévue pour 2022 et représente une valeur contractuelle de plus de 75 M €. Il est à souligner que les premiers bus de la marque Solaris sont arrivés en Belgique en 2013 ; depuis lors, près de 240 bus hybrides similaires à ceux du contrat actuel ont été livrés dans les villes de Liège, du Hainaut et de Charleroi, en plus des 32 bus électriques du groupe CAF qui desservent actuellement les rues de Bruxelles. En 2020, Solaris était le plus grand fabricant de bus électriques urbains en Europe, avec une part de 20%, selon un rapport d'activité du groupe relayé par la presse locale. L'année dernière, Solaris a fourni un total de 457 bus électriques mesurant 12 et 18 m, soit trois fois plus que l'année 2019.
- Le 18 novembre PESA, fabricant polonais du matériel roulant, a signé avec Stolichen Electrotransport EAD, régie du transport municipal à Sofia, le contrat pour la livraison des 25 tramways pour la capitale de la Bulgarie. La valeur de la commande s'élève à 49.6 M €. Dans le cadre des trois précédents contrats PESA a livré à la capitale de la Bulgarie 37 tramways.



Ferroviaire

- Dans une interview accordée début décembre, Artur Martyniuk, président de Polregio, opérateur anciennement *Przewozy Regionalne*, opérateur ferroviaire en Pologne responsable du transport local et interrégional de voyageurs, a indiqué qu'au cours des cinq prochaines années la société investira plus de 6 Md PLN (0,2 Md €) pour le renouvellement de plus de 260 trains et l'achat des autorails supplémentaires et des véhicules à propulsion hybride.

Aérien

- L'Office de l'Aviation Civile (ULC) a validé l'augmentation des taxes aéroportuaires à l'aéroport Chopin Varsovie. Ainsi, à partir du 1er décembre 2021 la redevance passagers a augmenté de 35% et la redevance d'atterrissage de 25%.
- Dans une interview accordée fin novembre, Michał Fijoł, membre du directoire de la LOT chargé du commerce, a indiqué que d'ici la fin 2021 le nombre des passagers de la LOT dépasserait 4 M, soit 900 000 de plus qu'en 2020. Pour rappel, en 2019, la LOT a eu 10 M de passagers.

Intermodal

- Le 30 novembre PKP Cargo (opérateur du fret) et PKP PLK (gestionnaire du rail) ont signé une lettre d'intention concernant la reprise par PKP PLK de 100% des parts de la société Cargotor. Celle-ci est gestionnaire de la Région de Transbordement de Małaszewicze, site clé pour le transport ferroviaire de la Chine vers l'Europe à la frontière Pologne-Bielorussie. Cargotor y gère environ 180 km de rails et 33 points d'expédition d'une longueur totale de 24 km de rails. La transaction qui devrait être finalisée pour la fin juin 2022 est liée au plan du gouvernement polonais de construction d'un parc logistique à Małaszewicze. La valeur du projet, cofinancé par les fonds européens, s'élève à 0,9 Md€. La réalisation de cet investissement devrait permettre d'accueillir à Małaszewicze les trains plus longs (1050 m au lieu de 750) et plus lourds (à des charges par essieu de 25 t au lieu de 22,5). De plus, les rails seront alignés sur la norme UIC60 et la vitesse maximale doit augmenter à 40 km/h.

Location of intermodal terminals in Poland in 2019



source : Office central des statistiques (GUS)

Electromobilité

- Le 22 novembre le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau a lancé la procédure de sélection des demandes dans le cadre du Programme «Mój Elektryk» (mon véhicule électrique) adressé aux personnes morales. La prime à la conversion pour l'achat d'une voiture électrique particulière pourra s'élever à 18 750 PLN (4 76 €) ou à 27 000 PLN (5 870 €) à condition que le kilométrage annuel déclaré soit de 15 000 km au moins. Le prix du véhicule ne pourra pas dépasser 225 000 PLN (48 900 €). En ce qui concerne les véhicules utilitaires, la prime sera plus élevée et en fonction du kilométrage annuel s'élèvera à 20 ou à 30% des coûts éligibles de l'achat de la voiture, mais pas plus de

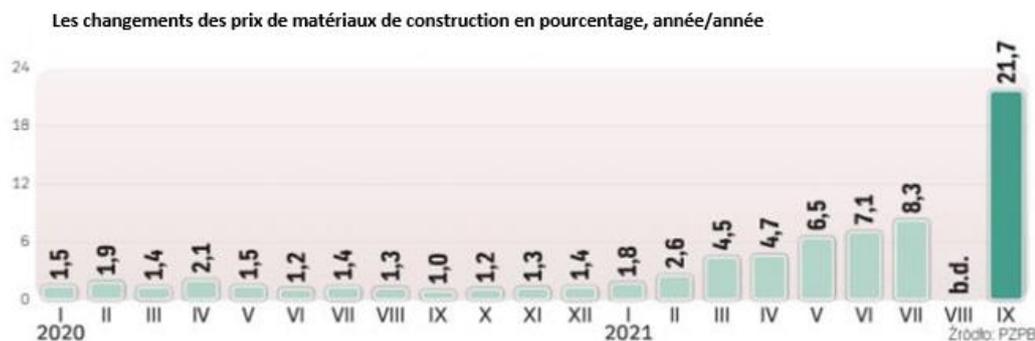


50 000 (10 870 €) ou de 70 000 PLN (15 220 €). Néanmoins, il n'y aura pas de limite de prix plafond pour l'achat des véhicules utilitaires. Il est à noter que le budget du programme a été porté de 500 à 700 M PLN (150 M €). Pour rappel, en juillet 2021, le Fonds a lancé l'édition du programme adressée à des particuliers.

- Le 8 décembre, le président Duda a signé adopté l'amendement de la loi sur l'électromobilité qui comprend les dispositions essentielles pour la réduction des émissions polluantes des voitures dans les villes. Les villes pourront mettre en place les zones à circulation restreinte. De plus, la loi définit la procédure d'installation des points de recharge pour les véhicules électriques dans les logements collectifs. La loi entre en vigueur à l'expiration d'un délai de 14 jours à compter du jour de sa publication.
- La société GreenWay (Pologne), opérateur du plus grand réseau des stations de recharge des véhicules électriques en Europe centrale et orientale, a signé avec Interparking Polska un contrat pour la mise en place des 18 points de recharge sur le parking près du Forum National de la Musique à Wrocław. GreenWay discute avec Interparking, gestionnaire des 39 parkings en Pologne, la possibilité de développer la coopération sur d'autres localisations gérées par Interparking.

Infrastructures de transport

- La Direction générale des routes nationales et des autoroutes (GDDKiA) a informé qu'entre le début de l'année et la fin du mois d'octobre, 13 tronçons d'une longueur totale de près de 146 km ont été mises en service. Au total, cette année, il est prévu de mettre en service un total de 386 km.
- Le 23 novembre, des représentants de la société CPK (pôle multimodal central) et du consortium Metroprojekt et Sud Architekt Polska ont signé un accord d'une valeur nette de 13 M € pour l'élaboration d'un projet de construction d'un tunnel de 4 kilomètres de long pour la ligne ferroviaire à grande vitesse de Łódź. Le vice-ministre des infrastructures, plénipotentiaire du gouvernement pour CPK, Marcin Horała, a souligné qu'il s'agissait du premier investissement du CPK à entrer dans la phase de conception et qui disposait d'une décision environnementale. Selon le calendrier, les premiers travaux de construction souterraine doivent commencer en 2023. Le tunnel doit être prêt en même temps que l'aéroport « Solidarnosc », c'est-à-dire avant la fin de 2027. Passant sous Łódź, le tunnel de 4 km de long sera l'un des éléments clés de la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Varsovie et Łódź et Poznań et Wrocław, appelé "Y".
- Les prix des matériaux de construction continuent à augmenter. Selon l'Office central des statistiques (GUS), en octobre, les prix des matériaux de construction ont augmenté de 5% en glissement annuel et de 0,8 % par rapport à septembre. Il s'agit de la plus forte augmentation au cours des deux dernières années. Le graphique ci-dessous présente les changements des prix de matériaux de construction en pourcentage, année/année :



source : Rzeczpospolita du 7 novembre, PZPB

HONGRIE

Fonds européens

- La Hongrie a reçu 71% des fonds qui lui étaient destinés sur la période 2014-2020 au titre du cadre financier pluriannuel. La moyenne européenne est de 61%, et la Hongrie arrive en tête du V4. L'appel des ressources est possible jusqu'à fin 2023. L'UE a transféré 18,2 Md€ sur les 25,4 Md€ auxquels la Hongrie peut prétendre (hors co-financement national). La Hongrie a commencé à annoncer les premiers appels d'offres du nouveau cycle budgétaire 2021-2027. Plus de 4 800 entreprises ont demandé 465 Md HUF (1,2 Md €) dans le cadre du programme de développement Ginop Plusz pour la transition technologique. Le gouvernement a approuvé 1 719 projets pour un financement de 211 Md HUF (573,6 M€).



Énergie

- La Chambre de commerce et d'industrie hongroise (MKIK) estime que la hausse des prix de l'énergie met 21 000 PME hongroises en difficulté, en particulier celles qui ne peuvent pas répercuter la hausse de leurs coûts sur les consommateurs. La Chambre se félicite de l'annonce du chef de cabinet du Premier ministre, Gergely Gulyás. Celui-ci a autorisé les PME dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 4 Md HUF et qui comptent moins de dix salariés, à rejoindre le marché réglementé de l'électricité et du gaz pour les consommateurs de détail.

Gaz

- Le gestionnaire de réseau de transport de gaz hongrois FGSZ Földgázszállító effectue les premiers préparatifs en vue de mettre en place une interconnexion entre les réseaux de gaz hongrois et slovène. Un intérêt avait été exprimé à ce titre en 2019. FGSZ et ses partenaires slovènes rédigent actuellement une proposition de projet pour l'interconnexion, et pourraient organiser une vente aux enchères en 2022 afin de mesurer la demande. Si la capacité réservée aux enchères dépasse un certain seuil, la construction de l'interconnexion pourrait démarrer en 2023. La capacité de l'interconnexion devrait être relativement faible (autour d'1,5 Md m³/an), et est limitée par les capacités techniques slovènes. Un financement européen sera demandé par la Hongrie et la Slovénie pour couvrir la moitié du coût de l'interconnexion.
- Linde Gaz Magyarország va créer un centre de recherche et développement numérique pour 5 Md HUF (13,6 M€). Le gouvernement a apporté une subvention de 970 M HUF (2,6 M€). Linde Gaz inventera des nouveaux modes de fourniture de gaz basés sur l'intelligence artificielle pour des clients basés aux Émirats arabes unis, en Inde et en Russie.

Electricité

- En août, la production d'électricité hongroise a augmenté de 9% par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 2 905 GWh. Le mix électrique du mois d'août 2021 se répartit comme suit : nucléaire à hauteur de 43,6%, énergies renouvelables (22,4%), gaz naturel (22%), charbon et lignite (10,8 %) et le reste 1,1%. La production électrique issue d'énergies renouvelables a augmenté de 19% par rapport au mois d'août 2020. Parmi les sources renouvelables, le solaire représentait 68,8% de la production, la biomasse 18,1%, les parcs éoliens 5%, le biogaz 2,8%, les centrales hydrauliques 2,8% et le traitement des déchets communaux 2%. La consommation totale d'électricité en Hongrie était de 3 868 GWh en août, en hausse de 4% par rapport à l'année précédente.
- JAS Budapest est le premier distributeur d'électricité à cesser son activité en raison de difficultés financières liées à la hausse des prix de l'énergie. La compagnie nationale d'électricité MVM Next Energiakereskedelmi reprendra le service de JAS à partir du 1er décembre. JAS compte 300 à 400 entreprises clientes, dont la société d'éclairage public de la ville de Budapest.

Nucléaire

- La société Paks II, chargée de piloter le projet de construction des deux nouveaux réacteurs nucléaires, a annoncé faire de son mieux pour répondre dans les meilleurs délais aux demandes d'informations complémentaires de l'OAH (autorité de sûreté nucléaire hongroise) concernant la procédure d'autorisation des deux nouveaux blocs. Le directeur de la filiale de Rosatom chargée de construire les nouveaux réacteurs de Paks II, Alexander Merten, a déclaré qu'il est tout à fait naturel que des interrogations et des sujets surviennent dans le cas d'un projet de cette envergure, notamment car la technologie se développe. M. Merten maintient que le calendrier contractuel pour l'achèvement des blocs, en 2029 et 2030, ne sera pas retardé par la décision de l'OAH, et que Rosatom se concentre sur les travaux annexes en attendant l'agrément final. D'après le directeur, les coûts des travaux effectués par Rosatom sont toujours en conformité avec le budget initial, mais il concède cependant que la hausse du coût des matières premières risque d'entraîner des dépassements.
- Le Ministre sans portefeuille chargé du développement de Paks II, János Sűli, a annoncé que la demande de permis a été déposée auprès de l'OAH pour la production des deux cuves des réacteurs VVER-1200. Les cuves seront fabriquées pendant trois ans dans la ville russe de Volgodonsk, sous le contrôle d'experts russes et hongrois.
- Lors de la Cop 26 à Glasgow, le Président serbe, Aleksandar Vučić, a annoncé vouloir lancer des discussions avec les autorités hongroises pour acquérir une part minoritaire de 5, 10 ou même 12% de l'électricité produite par la centrale nucléaire de Paks. Le Ministre János Sűli, a écarté cette hypothèse en réponse à une question d'une députée à ce sujet et a précisé que le projet Paks II serait mis en œuvre comme prévu par la loi CXCVI de 2011 sur les biens nationaux. La possibilité que les Serbes entrent au



capital des anciens réacteurs a également été évoquée, mais cette option ne paraît pas cohérente pour le Ministre : même si certains acteurs, tels que l'ancien PDG de MVM György Kóbor, ont appelé à une extension de la durée de vie de Paks, le Premier ministre hongrois a écarté cette hypothèse.

- János Sűli a signé à Paks une tribune en compagnie de ses homologues tchèques, polonais et slovaques, exhortant la Commission Européenne à intégrer le nucléaire dans la taxonomie verte. Un acte complémentaire est espéré par le V4 et la France courant décembre. La déclaration précise que le renforcement de la sécurité énergétique, le maintien de prix de l'énergie abordables et la décarbonation de la production d'électricité ne sont possibles qu'en utilisant l'énergie nucléaire en complément de sources renouvelables.

ENR

- Le japonais Toray et le sud-coréen LG Chem ont décidé de créer une coentreprise de films séparateurs pour batterie en Hongrie. Le projet représente un montant total de 855 M USD (762,4 M€) et LG Chem devrait investir 375 M USD (334,4 M€) dans la coentreprise LG Toray Hungary Battery Separator. La coentreprise utilisera les installations existantes de Toray à Nyergesújfalu (nord-ouest de la Hongrie) et fabriquera un film séparateur de batterie pour les batteries automobiles lithium-ion qu'elle vendra au groupe LG en Europe et aux États-Unis. Toray vendra 20 % de sa participation dans la coentreprise à LG Chem deux ans et demi après son lancement. L'extension de la ligne de production commencera au premier semestre de l'année prochaine. LG Chem possède trois usines similaires, en Corée du Sud, en Chine et à Wrocław, en Pologne. La société chinoise Sencorp est également en train de construire une usine concurrente en Hongrie dans le cadre d'un investissement de 65,5 Md HUF (179,1 M€).
- ALTEO a inauguré une centrale de stockage par batterie de 5 MW à Kazincbarcika (nord-est du pays). Le projet a été financé par des fonds européens à hauteur de 228 M HUF (618 000 €). Les capacités de stockage par batterie d'ALTEO atteignent désormais 11 MW, ce qui en fait un leader dans le domaine en Hongrie.

Energies fossiles

- Le 11 novembre, le gouvernement a annoncé le plafonnement des prix du diesel et de l'essence à 480 HUF (1,30€) le litre à partir du 15 novembre et pour trois mois jusqu'à la mi-février, après quoi la mesure sera réévaluée. Les carburants haut de gamme ne sont pas concernés par le plafonnement des prix. Les prix moyens à la vente début novembre étaient de 506 HUF (1,38 €) par litre pour l'essence 95 et de 512 HUF (1,40 €) par litre pour le diesel. La hausse des prix des carburants a contribué pour 1,9 point de pourcentage à l'inflation de 6,5 % en octobre. Le gouvernement n'a pas réduit les droits d'accises, car ils sont trop proches des limites minimales imposées par Bruxelles, et ne fournira aucune compensation aux détaillants. Certaines stations ont dû cesser de vendre de l'essence, par manque de rentabilité. Elles peuvent demander à un autre fournisseur d'exploiter temporairement la station à leur place. Pour information, la Hongrie compte un peu plus de 2 000 stations-services. Les candidats repreneurs devaient déposer un dossier auprès du gouvernement. Le groupe MOL s'est dit prêt à reprendre les opérations de toutes les stations-service non rentables afin de sécuriser l'approvisionnement pétrolier du pays. L'Autorité nationale des impôts et des douanes (NAV) mène des inspections aléatoires afin de s'assurer que les stations-service respectent le prix plafond. Les stations-services qui dépasseraient le prix plafond s'exposent à une amende allant de 100 000 HUF (271 €) à 3 M HUF (8 100 €), et à une fermeture administrative de six mois en cas d'infractions répétées. Des inspections de la qualité de l'essence fournie seront également menées, avec des laboratoires ambulants. Pour rappel, le mois dernier le Premier ministre avait dit envisager de geler le prix des carburants, tout en soulignant qu'il s'agissait d'une décision dangereuse car il est très difficile d'en revenir et qu'elle pouvait faire plus de mal que de bien. Il disait espérer que la croissance des salaires éviterait d'imposer un plafonnement des prix, mais cela n'a manifestement pas suffi. Il a plus récemment affirmé que 80 % des Hongrois soutenaient le plafonnement. D'après l'Association hongroise du pétrole (MASZ), le plafonnement devrait stimuler le tourisme de carburant, car les prix hongrois devraient être nettement inférieurs à ceux pratiqués dans les pays limitrophes.
- MOL a publié de très bons résultats pour le troisième trimestre de l'année 2021, avec une hausse de son bénéfice net de 145 % par rapport au T3 de l'année 2020, pour atteindre 139,2 Mds HUF (377,4 M €). Cette hausse s'explique par la hausse des prix du brut, par une amélioration des marges des raffineries et par un rebond de l'activité économique en Europe centrale. Le chiffre d'affaires de MOL a augmenté de 56% en un an, et atteint 1 658,6 Mds HUF (4,5 Mds €).
- MOL va restreindre la vente d'AdBlue, un additif mélangé à l'essence qui permet de réduire la pollution de l'air et améliorer la notation environnementale des véhicules. La hausse des prix du gaz a réduit l'offre d'AdBlue dans toute l'Europe, et pousse de nombreux consommateurs à thésauriser ainsi qu'à la



spéculation. La demande d'AdBlue a été multipliée par plus de 10 début novembre. Avec la nouvelle mesure de MOL, les clients ne peuvent acheter qu'un seul produit AdBlue et pas plus de 50 l lorsqu'ils remplissent leurs réservoirs. MOL n'est qu'un distributeur de l'AdBlue, et ne le produit pas.

- Les procureurs croates ont demandé au Premier ministre de la Croatie, Andrej Plenković, d'envisager d'annuler le contrat selon lequel le groupe énergétique hongrois MOL a obtenu le contrôle de la compagnie pétrolière locale INA en 2008. Le mois dernier, un tribunal croate a condamné l'ancien Premier ministre croate, M. Sanader à six ans de prison et l'actuel PDG de MOL, Zsolt Hernádi, à deux ans de prison pour corruption (condamnation par contumace). MOL a déposé un recours auprès de la Cour Constitutionnelle croate. Le candidat de l'opposition au poste de Premier ministre de Hongrie, Péter Márki-Zay, a déclaré que, s'il était élu, il accepterait la demande d'extradition croate de Zsolt Hernádi, déposée en 2018.
- La filiale roumaine de MOL a annoncé le lancement de la construction de six stations-service autoroutières. La première pourrait ouvrir au second semestre 2022. MOL exploite 245 stations-service dans le pays.

Environnement

- D'après les données d'Eurostat, seulement un tiers des déchets plastiques seraient recyclés en Hongrie, un taux parmi les plus bas de l'UE (41% en moyenne). La Hongrie est en 6ème plus mauvaise position, mais la France fait encore moins bien (27%).
- Le producteur de plastique SP Hungary va construire une usine de recyclage à Székesfehérvár (entre Budapest et le lac Balaton) pour 624 M HUF (1,7 M€), dont 282 M HUF (766 000 €) sont issus de subventions européennes et nationales. L'usine devrait être achevée en juin 2022, et mesurer 3000 m², pour une capacité de recyclage de 600 à 700 t de déchets plastiques. Le chiffre d'affaires de l'entreprise est actuellement de 2,2 Md HUF (6 M€), et devrait augmenter de 500 M HUF (1,4 M€), grâce à cet investissement.
- Le programme « Green Home », évoqué dans la veille de juillet/août 2021, a rencontré une forte demande. Cette initiative de la Banque centrale hongroise (MNB) permet de refinancer les banques commerciales à taux nul pour que ces dernières financent des logements éco énergétiques (dont le seuil de consommation d'énergie primaire est inférieure à 90 kWh/m² par an). Le taux pratiqué par les banques commerciales est plafonné à 2,5%, alors que le taux d'intérêt moyen des prêts immobiliers pour du neuf s'élevait à 4,13 % en juin, d'après la MNB. Les clients de Takarékbank ont demandé 5 Md HUF (13,5 M€) en octobre à cet établissement. D'après Duna House, les 200 Md HUF (542,6 M€) prévus pour le programme pourraient être épuisés d'ici 8 à 10 mois. Cette agence estime aussi que ce programme pourrait permettre d'accroître la demande de crédit immobilier de l'ordre de 30%.
- Seulement 2,6% des logements hongrois sont des bâtiments éco énergétiques (note supérieure à BB) d'après les analystes de Takarékbank. La note BB sera le minimum requis pour les nouvelles constructions à partir du 30/06/2022. Les logements situés à l'ouest du pays sont plus efficaces que ceux dans le nord et l'est.
- D'après le Secrétaire d'Etat chargé du développement de Budapest et de ses environs, Balázs Fürjes, le gouvernement prépare des investissements pour améliorer la qualité de l'eau et rendre accessibles les 57 km du Danube au niveau de Ráckeve, au sud de Budapest. Au cours de l'aménagement, la rivière sera dégagée, approfondie et les rives seront nettoyées. Le Secrétaire d'Etat a écrit : « Le renouvellement du Danube à Ráckeve est important pour la préservation de la qualité de l'eau, de la vie aquatique et de l'environnement ». La création d'une plage est envisagée.

Transports

Transport aérien

- L'actionnaire majoritaire de l'aéroport de Budapest, AviAlliance, a annoncé que les propriétaires de l'aéroport ont lancé une procédure de diligence raisonnable avec le gouvernement hongrois en vue de sa vente. AviAlliance a également confirmé que le consortium dirigé par le gouvernement avait soumis une offre d'achat révisée et non contraignante. Les deux parties sont en accord pour le lancement de négociations formelles. Avi Alliance précise cependant que bien qu'il s'agisse potentiellement de la première étape vers la vente de l'aéroport, le résultat du processus n'est pas prédéterminé. D'après la presse, le gouvernement serait prêt à payer jusqu'à 4,4 Md€.
- Le nombre de passagers à l'aéroport international de Budapest a atteint 712 910 en octobre. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis mars 2020. C'est dix fois plus qu'en octobre 2020. 113 destinations sont disponibles depuis l'aéroport, situées dans 33 pays différents. Le volume de cargo était de 15 292 t en octobre (+ 33% par rapport à octobre 2020).



- Les navettes expresses reliant le centre-ville à l'aéroport de Budapest (ligne 110 E) vont être à nouveau renforcées. Elles circuleront désormais toutes les dix minutes les jours de grande affluence (lundi vendredi et dimanche de 9h à 18h). En novembre, cette ligne a transporté 5 000 personnes par jour en moyenne. Les autres jours de la semaine aux heures de pointe, la navette circulera toutes les douze minutes.
- Wizz Air a annoncé une perte de 120,9 M€ pour les six premiers mois de son exercice 2021 (avril à octobre), contre 243,1 M€ en 2020. Sur la même période, les revenus ont bondi de 86,8% à 880,4 M€, grâce à une hausse du nombre de passagers de 92,7% (pour atteindre 12,5 M). Le PDG de Wizz Air, József Váradi, signale que le deuxième trimestre (juillet à octobre) marque le retour aux niveaux de trafic de 2019. Wizz Air a dégagé un bénéfice d'exploitation de 57 M€ au cours du deuxième trimestre, et dispose d'1,7 Md€ de liquidités. Wizz Air prévoit d'embaucher à nouveau : les effectifs devraient passer de 4 000 personnes avant la pandémie à 6 700 d'ici la fin de l'été 2022. Le PDG a cependant précisé qu'il s'attend à une perte d'environ 200 M€ au troisième trimestre (octobre à décembre 2021), en raison de la nouvelle vague de Covid, et de la hausse des prix du kérosène.
- Wizz Air a annoncé l'achat de 102 avions Airbus lors du salon aéronautique de Dubaï. L'accord a été négocié par le biais du fonds de capital-risque Indigo Partners, et doit encore être accepté par les actionnaires. Wizz Air achètera notamment 27 avions A321 XLR, qui seront basés à Abu Dhabi, ainsi que 75 A321 neo. Les avions seront livrés après 2025. D'après les calculs de Reuters, la commande pourrait atteindre 32 Md€ au prix catalogue. Des rabais d'environ 50 % sont habituellement constatés sur des commandes aussi importantes. Le carnet de commandes de Wizz Air comprend désormais 429 appareils.
- Wizz Air va suspendre 27 de ses vols dans les Balkans à partir de la mi-décembre en raison d'une baisse de la demande due à une nouvelle vague de coronavirus. Sont concernés les vols qui relient l'Europe de l'ouest à la Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro, à la Macédoine du Nord et à la Serbie. Les vols entre Budapest et Podgorica (Monténégro) seront suspendus pour tout l'hiver.
- Le groupe chinois Xanga a complété un incubateur logistique dans sa base située à l'aéroport de Debrecen. La valeur de la base logistique atteint 4 Md HUF (11 M€). Le bâtiment de l'incubateur de 4 400 m² mesure 16 mètres de haut. 50 à 100 emplois seront créés par les entreprises qui intégreront l'incubateur.
- La société hongroise Magnus Aircraft a annoncé la réussite du vol de son prototype Fusion 213. Cet avion, développé entre 2017 et 2021, est le premier de conception entièrement hongroise qui soit éligible au certificat de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA). L'entreprise a qualifié cette réussite de moment décisif dans l'histoire de l'aviation hongroise. Magnus Aircraft a réalisé un chiffre d'affaires de 845 M HUF (2,3 M€) en 2020.

Ferroviaire

- Le PDG de MÁV-Start, filiale de l'entreprise ferroviaire nationale MÁV Magyar Államvasutak, vient d'être licencié le 30 novembre avec effet immédiat, sans justification. M. József Kerékgyártó occupait ce poste depuis 2019. Il est remplacé par Péter Keresztes, qui était jusqu'alors PDG de la filiale de maintenance MÁV Vagon. János Stánicz prendra la direction de MÁV Vagon. L'entreprise a publié un communiqué affirmant que la rupture de contrat avait été décidée d'un commun accord. MÁV-Start est la filiale majeure du groupe, chargée du transport de passagers.
- Une nouvelle ligne de tram-train vient d'être inaugurée entre Hódmezővásárhely (ville du candidat de l'opposition Péter Márki-Zay) et Szeged, dans le sud-est du pays. Le ministre de l'Innovation et des Technologies, László Palkovics, était notamment présent. Il a déclaré que le tram-train était le projet de développement ferroviaire le plus innovant de Hongrie grâce auquel les centres des deux villes seraient désormais accessibles en 35 minutes. Le projet a coûté 80 Md HUF (220,6 M€). Le tram-train est un modèle hybride diesel-électrique CityLink, fourni par la société suisse Stadler. Le député Fidesz de la région János Lázár, qui est également commissaire du gouvernement pour le projet, s'est félicité de son aboutissement et a souligné que le moment était historique pour la Hongrie. Péter Márki-Zay a pris le tram-train après la cérémonie et a félicité son adversaire politique János Lázár, qui a été lui-même maire de Hódmezővásárhely. Une liaison tram-train similaire devrait être établie entre Debrecen et Oradea, en Roumanie.
- Alstom a nommé Gáspár Balázs au poste de PDG d'Alstom Transport Hongrie. M. Balázs dirigera le bureau commercial de Budapest et l'usine de Mátranovák, qui produit des châssis de bogies destinés à l'exportation et alimente les usines du groupe en France et en Allemagne pour des trains allemands, autrichiens, belges, britanniques, français et suédois. Un peu plus de 1 600 bogies sont fabriqués à l'année, pour un chiffre d'affaires d'environ 40 M€ par an. M. Balázs, francophone, a rejoint Alstom en 2008 et a travaillé pendant 5 ans chez Thalès. Le ministre hongrois de l'Innovation et des Technologies, M. László Palkovics, a récemment visité l'usine et a notamment déclaré à cette occasion que le gouvernement



soutenait les investissements, à la fois grâce à la mise en place d'un système de formation professionnelle compétitif et en développant le réseau local de fournisseurs.

- MÁV-Start a lancé l'exploitation quotidienne de ses trains IC premium, accessibles aux voyageurs moyennant un supplément de 1 000 HUF (2,77 €). Les voyageurs sont accueillis avec une tasse de café ou de thé. Cette nouvelle classe est pour le moment disponible dans dix trains sur les lignes Záhony-Nyíregyháza-Budapest ainsi que Sátoraljaújhely-Miskolc-Budapest.
- MÁV va poursuivre le développement de ses trains à deux étages et à moteur KISS de Stadler, sur les lignes Budapest-Esztergom et Budapest-Vác. 2 nouveaux trains KISS ont rejoint la flotte de MÁV qui en exploite désormais 18. Les nouveaux véhicules sont climatisés, plus spacieux et confortables pour les passagers. Ils offrent 600 places assises sur deux niveaux. Les trains disposent d'un système de vidéosurveillance, ainsi que d'un système d'information des passagers qui indique l'occupation des sièges. Ils ont également le Wi-Fi et des prises pour téléphones et ordinateurs portables.
- D'après Eurostat, le fret ferroviaire n'a diminué que de 0,7% en 2020 en Hongrie par rapport à 2019, alors que la majorité des pays européens ont enregistré une diminution plus importante. La Hongrie se place en 6ème position, alors que 5 pays seulement ont enregistré une hausse. L'Irlande a enregistré la plus forte progression de l'UE (+ 29,7%), la Lettonie la plus forte baisse (-42%), la France se classe 14ème (-6,5%).

Transports fluviaux

- Le chiffre d'affaires du service de ferry de Bahart (lac Balaton) a augmenté de 21% au cours de la saison estivale 2021 (terminée au 24 octobre). 1 967 000 passagers ont emprunté les ferrys de la compagnie durant la saison. Le nombre de passagers des croisières de plaisance de Bahart a augmenté de 35% pour atteindre 126 000.

Transports routiers

- Le prix de la vignette autoroutière annuelle hongroise pour les véhicules individuels de catégorie D1 va augmenter de 4,9% l'année prochaine et passera de 44 660 HUF (123 €) à 46 850 HUF (129 €). Ce prix est indexé sur l'inflation depuis cette année. Le prix d'une vignette d'autoroute départementale annuelle passera de 5 200 HUF (14 €) à 5 450 HUF (15 €). Les prix des vignettes pour les véhicules des catégories D2 et B2 augmenteront également. Les prix des vignettes n'avaient pas augmenté depuis des années.

Transports urbains

- Le conseil municipal de Budapest a demandé au gouvernement de lui transférer 12 Md HUF (33,1 M€), dus à la ville d'après la loi de finances. Le maire de Budapest a déclaré qu'il était temps que le gouvernement compense l'écart entre les revenus de la vente de billets et les coûts d'exploitation du système de transport public de la ville. Gergely Karácsony a employé des mots très durs envers le gouvernement, l'accusant d'être un « resquilleur » des transports en commun, alors que les habitants ont « payé leur contribution ». Le maire a précisé qu'il n'excluait pas une réduction de l'offre de transports en raison de difficultés budgétaires. En réponse, le ministère de l'Innovation et de la Technologie a déclaré que le gouvernement « paierait instantanément, dès que la ville signerait l'accord de coopération d'agglomération » en vertu duquel les fonds pourraient être transférés. M. Karácsony a dit n'avoir jamais reçu ce projet d'accord. Afin de clarifier les positions, le ministre László Palkovics a invité le maire de Budapest afin de lui présenter un projet d'accord. Le ministre a rappelé que la gestion des transports publics revient au conseil local, mais que le budget national peut venir en aide en cas de difficultés. Finalement, l'accord a été signé entre l'Etat et la mairie de Budapest, et prévoit le transfert de 12 Md HUF demandé par la ville, ce qui couvre 7 % du budget.
- Le Comité d'arbitrage des marchés publics (KDB) a infligé une amende de 150 M HUF (414 000 €) à l'opérateur public des transports de Budapest (BKV), en raison d'infractions relevées dans l'appel d'offres qui porte sur l'achat de 35 tramways d'occasion, pour 7,7 Md HUF (21,3 M €). L'enquête avait été lancée en septembre (cf. veille de septembre 2021). D'après le KDB, le BKV avait déjà conclu un accord de gré à gré avec la société de transport public de Francfort avant de lancer l'appel d'offres. De plus, le KDB relève plusieurs irrégularités dans la préparation de l'appel d'offres, tant pour les exigences relatives aux tramways à acquérir que pour divers conflits d'intérêt. L'Office national des enquêtes a lancé une enquête début novembre pour des soupçons de corruption. L'affaire a donné lieu à une passe d'armes entre l'opposition municipale (le Fidesz) et le maire de Budapest, Gergely Karácsony. Ce dernier a accusé le gouvernement de vouloir ruiner la Capitale, et d'utiliser le KDB comme arme politique contre ses opposants.
- D'après le quotidien d'opposition Népszava, le KDB a lancé deux fois plus d'enquêtes sur les affaires du conseil municipal de Budapest depuis que Gergely Karácsony a été élu maire de la ville en 2019. D'après le média, au cours de la dernière année du mandat d'István Tarlós, 21 enquêtes ont été lancées, contre



42 dans la première année du mandat de M. Karácsony. Par ailleurs, les amendes infligées en cas d'irrégularités seraient également plus élevées sous la mandature de M. Karácsony.

- Le permis environnemental pour les travaux du téléphérique de la colline de Gellért vient d'être délivré et sera valable pendant dix ans au cours desquels il est inattaquable. Le paysage de la colline sera significativement modifié une fois que seront achevés ces travaux, et les nouvelles constructions seront visibles depuis le centre historique de Pest et le Danube. Le projet est mené par la société de projet Rác Sikló, détenue à 25% par la ville de Budapest, et le solde par des investisseurs privés. Les autorités de protection contre les catastrophes, de protection du patrimoine et de protection de l'environnement, ainsi que le parc national Danube-Ipoly, ont également approuvé le projet. L'autorité environnementale a cependant demandé à plusieurs reprises à la société, ainsi qu'aux autorités municipales, de combler certaines lacunes du projet. La construction de la gare devra être réalisée en « s'adaptant le plus possible aux couleurs et aux matériaux du paysage ». Les riverains n'ont pas été consultés lors d'audiences publiques en raison de l'épidémie. Le téléphérique actuel relie Hegyalja út et la citadelle qui surplombe la ville. Toute la zone est un parc public. La gare située en bas sera construite à côté des thermes Rác, avec des boutiques et un café. La cabine circulera dans un tunnel de 100 m de long, puis parcourra 190 m en surface jusqu'à la promenade de la citadelle, où la disposition des allées sera également modifiée. Ci-dessous, une photo de la nouvelle gare envisagée.



source : KÖZTI Zrt.

- La pandémie a changé les habitudes des résidents de Budapest et de sa région. D'après une enquête de la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest (BKIK), ils sont de moins en moins nombreux à utiliser les transports en commun. La part des personnes qui utilisent quotidiennement les transports en commun est passée de 49 à 37%, tandis que la part de ceux qui ne les utilisent jamais passe de 5 à 9%. Celle des personnes qui voyagent par taxi une fois par mois est restée stable (à 11%). Au total, le nombre de déplacements dans la ville a diminué, en raison de la hausse du télétravail. Un tiers des personnes interrogées ont déclaré qu'une fois la pandémie terminée, elles utiliseraient moins les transports en commun, mais aussi moins leur véhicule personnel.
- Google a lancé une application de planification d'itinéraires praticables à vélo en Hongrie. L'application a été créée en coopération avec le ministère des Affaires étrangères, ainsi qu'avec des associations cyclistes et l'administration des routes. Trois années ont été nécessaires pour sa préparation. Le planificateur d'itinéraire couvre toutes les pistes cyclables de Budapest et environ 80% des itinéraires dans le reste du pays. Tout le pays sera prochainement couvert. La Hongrie est l'un des premiers pays de la région, avec l'Autriche, dans lequel l'application est lancée.
- La société de transport public de Debrecen DKV a acheté 12 bus électriques au consortium Omnibus Hungária et Inter Traction Electrics pour 2,2 Md HUF (6 M€).

Infrastructures

Ferroviaire

- Après avoir inauguré les travaux en Hongrie de la ligne Budapest-Belgrade en octobre, les autorités chinoises, serbes et hongroises ont posé la première pierre des travaux du côté serbe à Novi Sad. Le président serbe, Aleksandar Vučić, et le ministre hongrois des affaires étrangères, Péter Szijjártó, étaient présents. La portion serbe reliera Novi Sad (Нови Сад) et Kelebia (Келебија), à la frontière hongroise. Les travaux devraient être achevés en 2025 des deux côtés de la frontière.
- Douze prestigieux cabinets d'architectes internationaux sont en compétition pour concevoir la nouvelle gare de Nyugati (gare de l'Ouest) à Budapest. La gare avait été construite par la société de Gustave Eiffel en 1877. Une gare ferroviaire sera construite en sous-sol, alors que le hall Eiffel historique, au rez-de-chaussée, deviendra un espace commun. Le viaduc de la route Nyugati sera démolé. Les concepteurs seront responsables pour la construction des nouvelles stations souterraines, des quais, du hall Eiffel, des



passages souterrains, des parcs publics, des bâtiments publics et des éléments culturels. La date limite de candidature est fixée au 1er mars 2022 et le lauréat sera annoncé au printemps.

Routier

- L'appel d'offres pour la construction de la section nord de l'autoroute M0 autour de Budapest entre les routes n° 11 et n° 10 n'a pas abouti car la seule offre déposée par le cabinet Unitef'83 était invalide. Le tronçon envisagé est long de 8 km et comprend deux tunnels, de 3,2 km et 2 km. L'appel d'offres intégrait également la conception d'une section de 4 km de l'autoroute M10 entre la ville et la M0.
- Duna Aszfalt a remporté l'appel d'offres pour la rénovation de la rocade Róbert Károly à Kecskemét, pour un montant de 2,5 Md HUF (6,8 M€). Duna Aszfalt construira également une piste cyclable parallèle à la route, de 1,1 km.

Urbain

- Mészáros és Mészáros, filiale du groupe Opus, a remporté deux nouveaux contrats publics en novembre. Le premier, pour un montant de 21,9 Md HUF (60 M€) a été remporté auprès de la direction nationale de la gestion de l'eau (OVF). La société va élaborer les plans de développement, puis construire le réseau hydrique de Mezőhegyes et Apátfalva (sud-est du pays, à la frontière roumaine). Le réseau alimentera le haras et la base agricole d'État Mezőhegyesi Ménesbirtok. Le deuxième contrat remporté par Mészáros és Mészáros a été attribué par le bureau du programme de développement de l'État (NFP) pour 19,6 Md HUF (53,3 M€). La société va développer le réseau d'eau à Ivánca (50 km au sud de Budapest).
- Le gouvernement souhaite récupérer gratuitement les participations de 136 autorités locales du sud du pays dans le distributeur d'eau Alföldvíz. La société fournit de l'eau à 450 000 personnes, mais subit d'importantes pertes en raison de la structure tarifaire de 2011 qui permet d'assurer un prix de l'eau faible aux administrés, mais ne permet pas à la société de couvrir ses coûts. Les autorités locales détiennent 72% du capital d'Alföldvíz, mais ne sont pas en capacité de remettre au pot pour compenser les pertes. L'Etat a négocié avec les plus grandes municipalités (Békéscsaba, Orosháza, Békés et Gyomaendrőd), les autres n'auront a priori pas d'autre choix que de céder gratuitement leurs participations.
- MVM a fondé une entreprise d'éclairage public, MVM Lumen Fényszolgáltató, dans la région sud de la Grande Plaine (dans l'est du pays). La nouvelle société d'éclairage public fournira ses services dans 250 communautés de la région où MVM Démász est le distributeur d'électricité. Cette décision s'inscrit dans la stratégie de rationalisation de MVM.
- Le maire de Budapest, Gergely Karácsony, a annoncé que le parking en gravier à l'arrière de l'hôtel de ville de Budapest serait transformé en espace vert ouvert au public. La ville a lancé un appel d'offres pour réorganiser le terrain de 15 800 m², avec l'exigence qu'au moins 50% de la superficie soit verdie, et contienne des arbres afin d'atténuer notamment les effets des vagues de chaleur estivales. Le lauréat sera sélectionné au printemps prochain et les travaux débuteront en 2023. Le maire adjoint, Gábor Kerpel-Fronius, a déclaré que le jury de l'appel d'offres comprendrait des représentants de la mairie, des organisations architecturales, du cinquième arrondissement et de l'État.
- La mairie de Budapest envisage de piétonner une partie du VIIème arrondissement à compter du 1er juillet 2022. La zone concernée s'étendrait de Klauzál tér à Károly körút entre Wesselényi utca et Király utca, mais elle reste incertaine pour le moment. Seuls les riverains et les livreurs pourront circuler dans cette zone. Le trafic routier sera remplacé par des pistes cyclables. La mesure doit encore être négociée avec les arrondissements limitrophes.
- Les services publics et les infrastructures nécessaires ont été construits dans le parc industriel de plus de 260 hectares situé à proximité de la piste d'essai de véhicules ZalaZone à Zalaegerszeg. Le projet a été soutenu par une subvention de l'Union Européenne de 2,2 Md HUF (6 M€).

REPUBLIQUE TCHEQUE

Energie

- Le ministre sortant de l'industrie et du commerce, Karel Havlíček, a annoncé fin novembre avoir reçu les trois questionnaires de sécurité des soumissionnaires (EDF, KHNP et Westinghouse) à la construction du nouveau réacteur de Dukovany. EDF a été le premier à l'envoyer, le 5 novembre, trois semaines avant l'échéance. Les questionnaires vont maintenant être évalués. Karel Havlíček a ajouté que le lancement de l'appel d'offres était prêt et que « Temelin doit suivre ». Après l'accord du gouvernement, CEZ pourra envoyer le cahier des charges aux candidats, ce qui pourrait avoir lieu avant la fin de l'année.
- Le 8 novembre, un mois après leur victoire électorale, les cinq partis de la coalition emmenée par le Premier ministre « désigné » Petr Fiala (ODS, centre droit) ont signé un accord de gouvernement portant sur douze



priorités. Dans le domaine de l'énergie, le programme promeut une transition énergétique reposant sur la combinaison de l'énergie nucléaire (soutien au projet de rénovation de la centrale de Dukovany, soutien à l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxonomie verte), des énergies renouvelables (photovoltaïque sur les toitures, avec une nouvelle loi sur l'énergie), et par l'amélioration de l'efficacité énergétique. L'abandon des centrales à charbon est confirmé « à condition de disposer des capacités de production alternatives », et l'extraction du charbon cessera avant 2038, tandis que la place du gaz naturel comme source d'énergie de transition augmentera. La lutte contre le gaspillage d'énergie sera une priorité (utilisation des ressources de quotas carbone pour le soutien aux particuliers et PME pour améliorer leur performance énergétique) et une supervision plus forte du marché de l'électricité domestique est prévue. Le MACF sera soutenu, mais en s'assurant que ses modalités ne mettent pas en péril la compétitivité des économies des pays de l'UE.

Transports et Infrastructures

- Dans le domaine des transports, la nouvelle coalition de gouvernement dirigée par M. Petr Fiala entend développer les infrastructures ferroviaires (réseau LGV) et routières, y compris en PPP. Le canal Danube-Oder-Elbe est abandonné. Dans le domaine ferroviaire, il s'agira de développer les LGV en créant de nouvelles branches, redynamiser le transport de marchandises par voie ferroviaire en créant des conditions favorables au report modal (construction et électrification des embranchements ferroviaires aux grandes zones industrielles), accélérer l'électrification du réseau ferré (y compris l'unification du système d'alimentation électrique), développer davantage le transport ferroviaire urbain, accélérer la mise en place du système de signalisation et de sécurité ferroviaire ETCS ou encore, accélérer la construction de la liaison ferroviaire vers l'aéroport de Prague. S'agissant du transport routier, les priorités sont axées sur l'achèvement du périphérique de Prague et des autoroutes D1 (Prague – Brno) et son alternative D35 (Hradec Králové – Olomouc), la construction de nouvelles aires de repos pour les chauffeurs de camions et de voies de contournement des grandes agglomérations. Concernant le spatial, le pays devrait s'impliquer davantage dans les programmes spatiaux européens, profitant de la présence de l'EUSPA à Prague, et en cherchant à attirer les entreprises et start-ups du secteur. La coalition souhaite s'employer également à améliorer les passations des marchés en termes de transparence et de concurrence fondée notamment sur la qualité. Les compétences des collectivités locales en matière d'aménagement territorial seront renforcées. Une loi sur le logement, qui offrira une série d'instruments permettant de remédier à la crise du logement, sera adoptée.

Ferroviaire

- Ne souhaitant pas alourdir la charge financière du secteur ferroviaire, la République tchèque n'a pas soutenu la hausse de 80% des tarifs d'utilisation des services de l'Agence ferroviaire européenne ERA (hausse du taux horaire de 130 à 235 euros), qui vient d'être approuvée par les États membres. Ce tarif s'applique lors de l'agrément de véhicules neufs ou lors de l'approbation des modifications apportées aux véhicules existants ou des certificats de sécurité. Selon l'association des fabricants ferroviaires tchèques ŽESNAD, une telle augmentation, pendant l'Année européenne du rail, est incompréhensible et entraînerait un désavantage supplémentaire au transport ferroviaire par rapport au transport routier.
- Le Fonds national de financement d'infrastructures (SFDI) a publié les règles relatives au financement de l'équipement des véhicules ferroviaires avec des unités embarquées du système ETCS. Les transporteurs peuvent obtenir un maximum de 85 % du total des coûts éligibles, plafonnés à 6,7 MCZK par unité embarquée ETCS et par véhicule ferroviaire.
- Le plan de déploiement du système de sécurité ferroviaire tchèque prévoit d'équiper au total 4 800 km de voies d'ici 2030 pour un coût de 47 Md CZK (1,8 Md€). Plus de 650 km de lignes sont déjà équipés de cette technologie, des essais sont en cours et les transporteurs ont obtenu un financement pour équiper 475 locomotives. Les transporteurs ferroviaires soulignent toutefois que les limites fixées ne sont pas pertinentes puisque le plafond de 6,7 M CZK ne représente pas 85% du total des coûts éligibles - les prix de l'unité mobile ETCS par véhicule se situant actuellement entre 11 et 13 M CZK (430 à 510M €) pour les véhicules de traction standard plus récents et plus répandus. Pour les véhicules plus anciens, le prix est encore plus élevé.
- L'opérateur national Les Chemins de fer tchèques (České dráhy – ČD) poursuit la modernisation de sa flotte desservant les lignes nationales et internationales longue distance en commandant 180 voitures de tourisme Viaggio Comfort auprès du consortium de Siemens Mobility et de Škoda Transportation. Ce dernier a remporté l'appel d'offres pour 20 rames de neuf voitures Viaggio Comfort d'une capacité de 555 places incluant des voitures pilotes, soit un total de 180 véhicules conçus pour une vitesse maximale de 230 km/h. La valeur de la commande est évaluée à environ 0,5Md €. Les voitures seront livrées de 2024 à



2026 et seront mises en service sur les liaisons Prague – Ústí nad Labem – Berlin – Hambourg, Prague – Brno – Budapest et Prague – Brno – Vienne – Graz – Villach.

- En outre, le ministère des Transports a signé avec l'opérateur national ČD un contrat de trois ans pour l'exploitation de la ligne express R9 de Prague à Brno via Havlíčkův Brod et un contrat de sept ans pour l'exploitation de la ligne R10 de Prague à Trutnov au nord du pays. Ces nouveaux contrats d'une valeur totale de 3,46 Md CZK (134 M€) ont été contractualisés de gré à gré, sans appel d'offres, puisqu'aucun autre transporteur n'a manifesté d'intérêt pour l'exploitation de ces deux liaisons.

Aérien et spatial

- La compagnie aérienne tchèque Smartwings a conclu un accord de partage de code pour certaines liaisons avec son principal concurrent Eurowings. Le transporteur tchèque assurera de nouvelles liaisons Eurowings depuis Prague. Les deux compagnies aériennes s'attendent à ce que cette coopération renforce leurs positions à Prague. Les premiers vols dans le cadre de l'accord de partage de code commenceront quelques semaines seulement après l'ouverture de la base Eurowings à Prague. Depuis le 31 octobre 2021, le transporteur allemand a relié la capitale tchèque à 14 nouvelles destinations européennes. D'ici à l'été 2022, la compagnie aérienne du groupe Lufthansa basera trois Airbus A320 dans la capitale tchèque, avec des équipages locaux.

Routier

- L'Office de protection de la concurrence a décidé que la Direction des routes et des autoroutes (ŘSD) devait reconnaître les références de Metrostav Infrastructure, la nouvelle entité créée par Metrostav, le plus grand groupe tchèque de BTP, suite à l'interdiction pour comportements délictueux pour ce dernier de participer pendant six ans à des marchés de construction bénéficiant de subventions. Metrostav a en effet transféré, immédiatement après l'interdiction, une grande partie de ses activités (toute la division de construction des routes) vers Metrostav Infrastructure. Les entreprises concurrentes ont mis en doute les références de cette nouvelle entreprise.

Hydrogène

- Le constructeur de locomotives tchèque CZ LOKO commence à développer sa première locomotive à hydrogène « HydrogenShunter 1000 » d'une puissance maximale de 800 kW qui devrait utiliser des piles à hydrogène pour recharger les batteries de traction. Le projet est encore en phase d'étude de faisabilité, avant l'éventuelle construction d'un prototype. L'entreprise travaille également sur le développement d'autres technologies de locomotives - l'E-Shunter 300 alimenté par batterie pour le changement de vitesse léger, le DualShunter 2000 pour un fonctionnement en traction dépendante et indépendante et l'hybride plug-in HybridShunter 1000. CZ LOKO a au contraire abandonné le développement des locomotives au gaz naturel comprimé (GNC).

Environnement

- Conférence sur le changement climatique (COP 26) à Glasgow : la République tchèque était emmenée par le Premier ministre sortant Andrej Babis et par le ministre de l'Environnement sortant Richard Brabec, accompagnés de délégués de l'institut hydrométéorologique tchèque, des ministères de l'agriculture, des finances et des affaires étrangères, de la ville de Prague, de l'association Climate Coalition et des ONG People in Need et Association for International Affairs. La délégation tchèque a précisé que l'épidémie de scolytes ayant décimé les forêts tchèques a largement contribué à l'augmentation des émissions de GES de la République tchèque, rendant d'autant plus difficile l'atteinte des objectifs de réduction des émissions d'ici 2030. Le Premier ministre tchèque a appelé l'UE à davantage de réalisme dans sa politique écologique qui s'apparente à un « suicide vert européen » aux conséquences économiques, sociales, et géopolitiques négatives pouvant contribuer à la perte de compétitivité de l'UE.
- Début novembre, Prague a décidé de rejoindre la campagne Cities Race to Zero, une initiative de 720 villes dont plusieurs métropoles (Berlin, Vienne, Liège, Paris, Varsovie, Ljubljana) soutenue par les Nations Unies, visant à réduire de moitié leurs émissions de GES d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. En rejoignant cette initiative, la ville de Prague réaffirme son engagement en faveur de la transition écologique dans les domaines du bâtiment, des transports, des déchets, de l'énergie, de l'alimentation, de la nature et d'autres secteurs clés.
- La nouvelle ministre polonaise de l'environnement Anna Moskwa était à Prague le 5 novembre pour poursuivre les négociations avec son homologue tchèque, Richard Brabec, concernant la mine de lignite de Turów située à la frontière entre les deux pays. Les deux parties ont toutefois déclaré avoir encore besoin de temps pour élaborer un potentiel accord, jugé préférable à la poursuite du litige devant la CJUE.



- Lors de l'ouverture du salon professionnel sur les mobilités propres « e-Salon » le 11 novembre, le ministre sortant de l'industrie et du commerce, Karel Havlicek, a déclaré que l'État allouerait 34 Md CZK (1,4 Md€) pour soutenir l'électromobilité d'ici 2030.
- Les centrales de chauffage urbain de Frýdek-Místek, Karviná, Tábor, Kolín, Planá et Dvůr Králové ont reçu 1,4 Md CZK (64 M€) du Fonds de modernisation pour l'abandon des technologies de combustion du charbon et la transition vers des sources d'énergie propres. La modernisation des centrales de chauffage, dont les opérateurs devront remplacer le charbon par de nouvelles sources de chaleur d'ici 2030, nécessitera des investissements d'une valeur de plus de 160 Md CZK (6,4 Md€) dont environ 80 Md CZK (3,2 Md€) provenant du Fonds de modernisation. La réception des candidatures aux appels à projets du programme HEAT 1/2021 (6,4 Md CZK – 250 M€) pour la modernisation des installations de chauffage se poursuit jusqu'au 14 janvier. Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce Karel Havlíček, outre le Fonds de modernisation, le plan national de relance et certains programmes opérationnels des fonds structurels européens vont également soutenir financièrement cette transition.
- Les médias tchèques ont fait un large écho aux annonces du Président français concernant la construction de nouvelles centrales nucléaires en France et le développement des énergies renouvelables pour atteindre les objectifs de neutralité carbone, annonces vues comme un signal positif, soutenant l'objectif tchèque de faire inscrire le nucléaire comme énergie bas carbone dans le second acte délégué taxonomie. Mi-octobre, une déclaration commune de la France, de la République tchèque et d'autres pays affinitaires sur le nucléaire (Slovaquie, Bulgarie, Pologne, Croatie, Roumanie, Hongrie, Finlande, Slovaquie) avait été publiée pour soutenir l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie en tant que source d'énergie durable.

SLOVAQUIE

Energie

- Le 1er décembre, l'Autorité de régulation a présenté les nouveaux tarifs des prix régulés pour les ménages. Pour calculer le tarif, l'Autorité a pris en compte la moyenne des 12 derniers mois et intégrant ainsi la hausse des prix de l'énergie. Par ailleurs, le prix du gaz en tant que matière première représente 61% du prix total ce qui rend son impact encore plus sensible pour les consommateurs. Selon l'Autorité, la hausse varie de 10% pour les ménages qui utilisent le gaz uniquement pour cuisiner jusqu'à 24% pour les ménages qui utilisent le gaz également pour le chauffage et l'eau chaude. Par cette hausse, les prix en 2022 se retrouveront légèrement au-dessus des prix appliqués en 2020. Concernant l'électricité, l'impact sera moindre car le régulateur ne prend pas en considération la moyenne des 12 mois mais uniquement le premier semestre 2021 dont les prix de l'électricité n'étaient pas aussi élevés. En outre, la part de l'électricité produite est seulement de 40% du prix final. Ainsi, en moyenne, le prix régulé appliqué aux ménages devrait augmenter de 15%.

Electricité

- En réponse à l'intérêt du groupe énergétique hongrois MVM à racheter les parts du groupe tchèque EPH (49 % dotés du contrôle managérial) au sein de distributeur d'électricité en Slovaquie centrale SSE (voir la veille d'octobre), le 10 novembre, le ministre de l'Economie Richard Sulik s'est opposé à un tel transfert. Pour mémoire, à partir du 1er mars 2021, toute modification de l'actionnariat au sein d'entreprises considérées comme infrastructures critiques dans le secteur énergétique (électricité, gaz, pétrole), métallurgique ou chimique doit être autorisée, pour des raisons de sécurité nationale, par le ministère de l'Economie. Tout changement au niveau des actionnaires détenant au moins 10% de l'entreprise stratégique doit être signalé et autorisé. Sur la liste des entreprises stratégiques sont mentionnées une vingtaine d'entreprises dont SSE. Le ministère de l'Economie est en train de préparer l'analyse concernant ce transfert avant de formaliser son avis. Si le ministère considère que cette transaction peut menacer l'ordre public ou la sécurité nationale, il peut proposer au gouvernement de ne pas approuver une telle transaction ou la conditionner. Le ministre Sulik a présenté deux arguments pour objecter le rachat par MVM. Tout d'abord, il ne voit pas d'utilité de cette privatisation par le retour d'une entreprise publique (MVM). Deuxièmement, il s'est montré inquiet vis-à-vis des derniers investissements de la Hongrie en Slovaquie (rachat des terrains et des bâtiments historiques par des fonds publics). Enfin, les autorités slovaques, qui sont aussi actionnaire majoritaire, ne seraient pas en mesure de racheter les 49% d'EPH car le prix excéderait leurs capacités. En effet, le prix proposé par MVM dépasse 1 Md€.

Gaz

- La société parapublique chargée du transport de gaz à travers le territoire slovaque, Eustream (dont le contrôle managérial appartient au groupe tchèque EPH), a connu une baisse tant de son CA que de son



profit. Pendant la période août 2020 – juillet 2021, son CA a atteint 621,7 M€, en baisse de 16,9% tandis que le profit net a atteint 276,8 M€, en baisse de 23%. Le volume du gaz transporté, à hauteur de 48,2 Md m³, a baissé d'un cinquième.

ENR

- La centrale hydraulique à Gabčíkovo est la plus grande centrale hydraulique dans le pays. En effet, avec sa puissance installée de 720 MW, elle couvre 10 % de la consommation d'électricité. Sa production a été lancée en 1992. Une autre centrale hydraulique d'une puissance installée de 24 MW se trouve à proximité, à Cunovo et elle fait partie de la même structure. Elle est en opération depuis 1997. Les centrales sont opérées par Vodohospodarska vystavba, société publique qui est aussi leur propriétaire. Pour mémoire, Vodohospodarska vystavba a résilié le contrat d'opération de 30 ans avec Slovenske elektrarne (en 2014) après huit ans d'opération. Aujourd'hui, Vodohospodarska vystavba prévoit un projet d'une nouvelle centrale hydraulique Cunovo II dotée d'une puissance installée de 10 MW soit 37,2 GWh/an. La construction devrait commencer en 2024 et les travaux devraient être finalisés deux ans plus tard. Les coûts sont évalués à 50 M €. La nouvelle centrale profitera du potentiel de la structure actuelle de la centrale hydraulique Cunovo I qui n'a pas la capacité d'utiliser tout le flux qui y passe. La nouvelle centrale hydraulique permettra la réduction des gaz à effet de serre de 15 000 t de CO₂ pour une centrale à gaz ou de 33 000 t de CO₂ pour une centrale thermique de même puissance installée.
- Le 23 novembre, le ministre de l'Environnement a officiellement inauguré l'écluse droite de la centrale hydraulique Gabčíkovo sur le Danube qui a été reconstruite et modernisée. La reconstruction a commencé en 2019 et les travaux sont réalisés dans le cadre du projet européen « innovation et modernisation des écluses pour renforcer la sécurité et l'intensité du trafic fluvial à Gabčíkovo ». La reconstruction coûtera 145 M€ dont 22 M€ de cofinancement national. Les travaux sur l'écluse gauche devraient durer 14 mois. Lors de l'inauguration, le ministre Budaj a rappelé que malgré les controverses liées à la construction de la centrale hydraulique dans le passé, la centrale remplissait aujourd'hui ses tâches de production d'électricité et de stabilisation du débit du Danube.
- La principale société de gaz SPP avec la filiale locale du groupe autrichien Brantner construiront la première grande centrale de production de biogaz. Cet investissement s'élève à 30 M €. La centrale devrait être capable de traiter 100 000 t de déchets municipaux. Les métaux, les plastiques et le papier triés seront envoyés à un traitement spécifique et les 60 000 t de déchets biodégradables seront transformés en compost et biogaz. Le biogaz sera par la suite introduit dans le réseau de distribution gazier ou sera utilisé sur place pour la production d'électricité. Le centre devrait employer 20 personnes. La construction devrait commencer au printemps 2022 pour être finalisée vers la fin de l'année 2023. Par ce projet, SPP veut non seulement remplacer une partie du gaz importé mais aussi contribuer aux objectifs environnementaux en matière de déchets. La société Brantner est présente sur le territoire slovaque depuis 1992. Elle a 15 succursales dans le pays, emploie 700 employés et offre ses services à 550 000 citoyens slovaques et 2 000 entreprises. SPP et Brantner prévoient encore deux autres projets similaires en Slovaquie.

Nucléaire

- Jadrova energeticka spolocnost (« JESS »), société créée en 2009 par la société publique chargée du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires Javys (51%) et par l'énergéticien tchèque CEZ (49%) avec la mission de construire une nouvelle centrale nucléaire en Slovaquie a présenté un nouveau projet dans les énergies renouvelables. En novembre, JESS a déposé aux autorités environnementales le projet d'un nouveau parc photovoltaïque, situé à proximité de la centrale nucléaire Jaslovské Bohunice. Il devrait s'étendre sur 105 hectares et la puissance installée devrait atteindre 58 MW (pour mémoire, la capacité installée totale de grandes centrales solaires est de 550 MW), il s'agira de la plus grande centrale photovoltaïque en Slovaquie. L'investissement est prévu à hauteur de 60 M€. Le début des travaux est prévu l'été prochain et JESS table sur le lancement de la production en 2025. Le projet devrait à terme finir par la production d'hydrogène grâce à l'énergie solaire.
- Deux tranches de la centrale nucléaire V1 sont en démantèlement depuis 2006 et 2008. En effet, dans le cadre de son adhésion à l'Union européenne, la Slovaquie a dû accepter en 1999 l'arrêt et le démantèlement de ces deux tranches. Le démantèlement et les activités liées sont financés par le Fonds international pour le soutien du démantèlement de la centrale nucléaire V1 (Bohunice International Decommissioning Support Fund (BIDSF)). Ce fonds est administré par la BERD. Le démantèlement se réalise en deux étapes (la deuxième étape a commencé le 1er janvier 2015) et devait durer au moins jusqu'en 2025. En novembre 2021, JAVYS a informé que le projet s'allongerait de deux années supplémentaires car le processus est particulièrement délicat, et la négociation avec la Commission européenne est en cours. Les retards sont dus aux nouvelles procédures visant à minimiser l'impact sur



l'environnement. Le budget initial devrait être respecté ; d'ores et déjà les travaux ont coûté 630 M €. Pour mémoire, la Slovaquie démantèle également une autre centrale nucléaire A1 qui a arrêté sa production en 1977 suite à de nombreuses pannes et accidents. En prenant en considération ces accidents, le démantèlement est particulièrement complexe et ne devrait s'achever qu'en 2035.

Transports

Transport routier

- La mairie de Martin (55 000 habitants) a présenté fin novembre les 35 nouveaux bus verts au gaz naturel comprimé qui seront déployés sur les routes de Martin à partir du 1er janvier 2022 pour y assurer le transport public. Il s'agit de la marque Iveco Urbanway 12 M. Le prix de ce bus de 12 m était de 252 480 € / bus.
- La société « MH Manazment » en charge de gérer les participations de l'Etat au sein de diverses entreprises publiques a vendu en novembre 2021 les participations d'Etat au sein de trois sociétés de transport en bus dans les municipalités Prievidza (SAD Prievidza, participation de 39,66 %), Humenne (SAD Humenne 32,98%) et Dunajska Streda (SAD Dunajska Streda, 32,79%). Les parts ont été rachetées par les actionnaires majoritaires au sein de ces trois sociétés. MH Manazment a vendu ses parts respectivement pour 1 789 513 € pour SAD Humenne, pour 4 222 686 € pour SAD Prievidza et pour 1 568 711 € pour SAD Dunajska Streda.
- Mi-novembre, le consortium « Zero Bypass Limited Obchvat nula » (Cintra, Macquarie Capital et PORR AG) a remis aux utilisateurs slovaques le contournement de Bratislava. Ce projet de contournement comprend la partie de contournement de 27 km mais aussi l'autoroute de 32 km vers le sud pour y alléger le trafic. Etant donné que l'interconnexion entre le contournement de Bratislava et la principale autoroute du pays D1 qui passe par la ville n'était pas prévue dans les travaux de construction, le 8 septembre, la Société nationale des autoroutes a lancé un AO sur l'élargissement de l'autoroute D1 sur 3,6 km avec la construction de l'interconnexion nécessaire entre les deux axes autoroutiers. La valeur de ce marché est évaluée à 127 M€. Les intéressés devaient déposer leurs offres avant le 3 novembre et auront 1 300 jours pour la réalisation des travaux.
- Le 15 novembre, la région de Bratislava a changé d'entreprise de transport public. En effet, la société Arriva a remporté au printemps le contrat grâce à son offre de 334 M€ (contrat de dix ans) et a remplacé le transporteur historique Slovak Lines (offre de 356 M€). Compte tenu des délais issus de l'évaluation de ce marché public par l'Autorité des marchés publics, le contrat entre Arriva et la région a été signé seulement le 12 octobre. Cependant, Arriva est confronté à une pénurie de chauffeurs pour assurer les services de transport sur un tiers de ses lignes. Fin novembre, la région de Bratislava a demandé à Arriva de régler en urgence ce problème en imposant des amendes et en l'autorisant à coopérer avec la concurrence. Début décembre, Arriva et Slovak Lines ont trouvé un accord de coopération : Slovak Lines devrait devenir fournisseur d'une partie du contrat d'Arriva. Selon les informations publiées dans la presse, il devrait s'agir d'un tiers du contrat pendant les cinq prochaines années.
- La société municipale de transport public à Bratislava (Dopravny podnik Bratislava, DPB) est prête à signer un accord cadre avec le fournisseur de bus Solaris Bus & Coach, société polono-espagnole. L'accord cadre concerne l'achat de 40 bus à hydrogène qui pourraient être déployés à Bratislava vers la fin 2022 – le début 2023. Il s'agit du modèle Solaris Urbino 12 (12 m, 75 passagers, à plancher surbaissé, autonomie de 350 km, 610 000 € / bus). La mairie veut insérer ce projet parmi les projets hydrogène promus par le ministère de l'Economie. Grâce à ce financement européen et national, la mairie veut moderniser le parc de bus de DPB en économisant le budget de sa société municipale dont les revenus souffrent de la crise actuelle. La mairie doit actuellement résoudre trois problèmes : 1/ la Slovaquie ne dispose d'aucune station à hydrogène. L'Agence slovaque d'innovation et énergétique a lancé un appel d'offres pour la construction de deux premières stations et la première devait être lancée à Bratislava en septembre 2021. Or, il n'est toujours pas clair quand la station sera prête à servir et où exactement elle sera placée. 2/ La problématique du fournisseur d'hydrogène n'est pas résolue. On note l'intérêt déclaré par la principale raffinerie du pays, la société Slovnaft. Cette dernière produit déjà l'hydrogène pour ses propres besoins de processus de production – pour la désulfuration du carburant. En outre, Slovnaft a déjà lancé la construction d'une nouvelle production d'hydrogène qui doit être finalisée d'ici mi 2023. 3/ Le financement : le contrat cadre ne signifie pas la commande et l'achat immédiat de 40 bus. La mairie procédera à l'achat d'une manière continue selon ses besoins et selon ses capacités financières qui dépendront principalement d'un financement européen.
- La mairie de Bratislava lance sa nouvelle politique de stationnement. Le parking était déjà régulé et payant au seul centre-ville, et dès décembre, la mairie lance la première étape de cette nouvelle politique dans trois autres quartiers, pour l'appliquer progressivement à toute la ville. L'objet de cette politique est de



permettre aux résidents de différents quartiers de pouvoir se garer près de leur domicile tout en limitant les déplacements en voiture entre les différents quartiers. Après l'enregistrement des résidents, le nouveau régime s'appliquera le 10 janvier.

Transport aérien

- Pendant les mois juin – septembre 2021, l'aéroport de Bratislava a été fréquenté par 313 512 passagers. Par rapport à l'été précédent, le nombre de passagers a été multiplié par trois. Néanmoins, lors de l'été 2019, le nombre de passagers avait atteint 1,14 M de passagers. Pendant la saison estivale, 17 destinations ont été desservies et l'aéroport a accueilli 850 vols charter.

Transport ferroviaire

- Pendant les dix premiers mois de l'année en cours, le nombre de passagers utilisant les services de la société publique ZSSK a atteint 38 M de passagers. Par rapport à l'année dernière, le nombre de passagers a baissé de 7,4 % (3 M de passagers). Par rapport à l'année pré-pandémique 2019, la chute est encore plus prononcée – il s'agit d'une baisse à hauteur de 41,5% soit 27 M de passagers. La part de passagers profitant du transport gratuit a diminué de 38% en 2019 à 31% en 2021. En 2021, 11,6 M de passagers ont voyagé à titre gratuit. Selon ZSSK, la baisse la plus importante du nombre de passagers voyageant à titre gratuit reflète le fait que les écoles et les universités étaient en régime d'enseignement à distance au printemps
- A la demande du ministre de l'Economie, le ministre des Transports Andrej Dolezal a retiré le plan d'investissement dans les infrastructures ferroviaires de l'ordre du jour du Conseil des ministres (1er décembre). Le ministre de l'Economie a en effet demandé la soumission du plan à la consultation publique. Néanmoins, on constate que le ministère des Transports et le ministère des Finances ont trouvé un accord clef pour les investissements à l'horizon 2030. Le ministère des Finances a évalué le rapport coûts / efficacité des projets programmés et a réalisé un classement des projets et un calendrier correspondant afin de rationaliser la reconstruction et modernisation des infrastructures ferroviaires. La société publique chargée des infrastructures ferroviaires Zeleznice Slovenskej republiky (« ZSR ») renonce ainsi à l'investissement massif dans les voies à grande vitesses (160 ou 200 km/h) afin d'accélérer la simple reconstruction des rails. En effet, un grand nombre de rails ont besoin de rénovation et les trains y doivent rouler plus lentement et sont souvent en retard. La reconstruction devrait accélérer de 20 km/an aujourd'hui à 100 km/an. D'ici 2030, ZSR devrait réaliser des investissements à hauteur de 5 Md€.
- Tout d'abord, dans un premier temps, ZSR finalisera des projets déjà lancés. Il s'agit par exemple de la hausse de la vitesse sur les derniers kilomètres entre Bratislava et Zilina (ligne de 200 km avec la vitesse de 160 km/h), entre Bratislava et la frontière avec la République tchèque (200 km/h). Il s'agit d'une dizaine de projets à hauteur de 1,6 Md€. Le deuxième paquet de projets comprend des projets qui se trouvent dans un stade de planification très avancé. Même si la modernisation y domine toujours, les autorités déploient de plus en plus de financement en faveur de la reconstruction des voies rails délaissées. Le deuxième paquet devrait permettre la finalisation de la modernisation de la principale ligne qui passe de Bratislava à l'est du pays par le nord. La société tchèque Skoda Transportation du groupe PPF a déposé l'offre la plus basse pour la fourniture de tramways à Bratislava dans le cadre de deux appels d'offres lancés par la mairie. Tout d'abord, il s'agit de l'offre de 30 tramways bidirectionnels pour un prix de 71,7 M€, la deuxième offre de Stadler était de 76,5 M€, la valeur estimée de ce marché a été fixée à 89 M€. L'offre de Skoda Transportation pour dix tramways unidirectionnels est de 26,5 M€, la valeur estimée de ce marché étant de 26,9 M€. Dans les deux marchés, la société municipale chargée du transport public à Bratislava a écarté l'offre de la société polonaise Pesa qui a porté plainte auprès de l'Office des marchés publics.

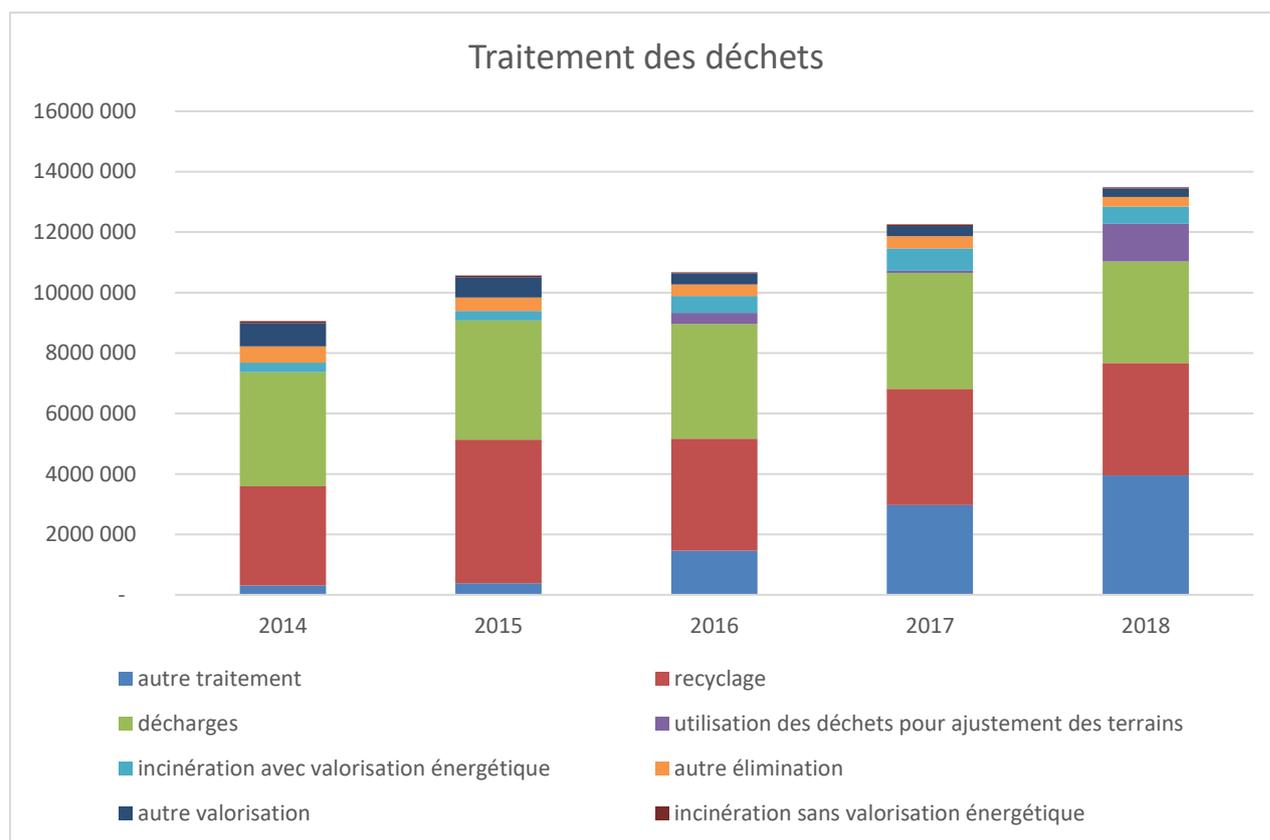
Environnement

- Selon le rapport annuel sur les forêts du ministère de l'Agriculture la superficie et le volume des forêts en Slovaquie augmentent. Le rapport indique que la couverture forestière s'élève à 45 % de la superficie totale du pays ce qui classe la Slovaquie à la septième place de l'UE. Ainsi, la superficie a atteint 2 M ha et, depuis 1990, elle croît en moyenne de 993 ha/an. Le volume de bois a augmenté de 12 M³ en 2020 tandis que l'exploitation s'est établie à 7,5 M³. Il s'agit de l'exploitation la plus basse depuis les 15 dernières années, en glissement annuel, l'exploitation a baissé de 18 %. Dans le même temps, l'exploitation dans les parcs naturels a diminué d'un tiers l'année dernière.
- Le 24 novembre, le gouvernement réuni en conseil des ministres a approuvé le programme de gestion des déchets pour les années 2021 – 2025 pour succéder au programme des années 2016 – 2020. Le



programme met en exergue que la quantité des déchets produits augmente de manière continue. Ainsi, les déchets totaux sont passés de 9,1 Mt en 2014 à 13,5 Mt en 2018. Cette hausse concerne tant les déchets municipaux qui augmentent de 1,8 Mt en 2014 à 2,3 Mt en 2018 que les déchets industriels qui passent de 6,8 Mt en 2014 à 10,7 Mt en 2018 et les déchets dangereux (0,4 Mt en 2014 et 0,5 Mt en 2018). Quant aux déchets industriels, il s'agit avant tout des déchets issus de la production manufacturière (3,9 Mt en 2018), du transport et de la logistique (1,8 Mt) et de la fourniture d'eau et du traitement des eaux usées (1,7 Mt).

- Le document rappelle que pendant les années 2014 – 2018 la tendance négative de la mise en décharge a continué car elle représente toujours une part importante. Même si cette part a baissé de 41,7 % en 2014 à 24,9 % en 2018, un paramètre nuance ce progrès. En effet, la part de déchets comptabilisés en «autres déchets (en phase stand by, et non comptabilisés)» passe de 3,4 % en 2014 à 29,3 % en 2018 et domine les statistiques. La part des déchets recyclés a reculé de 36,3 % en 2014 à 27,6 % en 2018.
- Le programme se donne comme l'objectif principal la non mise en décharge des déchets municipaux tout en respectant la hiérarchisation de la gestion des déchets avec l'accent mis sur la prévention de la génération des déchets, la réutilisation et le recyclage.
- S'agissant des déchets municipaux, le taux de réutilisation et de recyclage devrait atteindre 55 % en 2025 tandis que la mise en décharge seulement 10 %.
- D'après le ministre de l'Environnement Jan Budaj, le programme servira de base pour les amendements législatifs et les décrets qui définiront les objectifs. Le ministre rappelle que leur respect conditionnera la consommation des fonds structurels.



LETTONIE

Financement et fonds européens

- Le gouvernement a décidé de redéployer 21,7M € de financement non utilisé dans le cadre du fonds de cohésion pour la période 2014-2020 en faveur du développement de transport en commun plus vert à Riga, Daugavpils, Jēkabpils et Valmiera. Ce financement permettra d'acquérir 38 nouveaux bus respectueux de l'environnement d'ici la fin 2023.
- Dans le cadre de la loi de finances 2022, il est prévu d'allouer 167,7M € au projet Rail Baltica, dont 124,3 M€ de fonds européens. Les travaux les plus importants concerneront la construction d'un nœud de mobilité



multimodale à la gare centrale de Riga (84,1 M€ prévus en 2022), la connexion avec l'aéroport de Riga (20,4 M€), ainsi que la conception des 17 points régionaux de mobilité sur la ligne principale de Rail Baltica et de l'infrastructure ferroviaire pour le pont à deux niveaux sur le fleuve Daugava.

Infrastructures

- Trois groupements d'entreprises de sept pays ont été sélectionnés pour participer à la deuxième étape de l'appel d'offre lancé par l'entreprise « Eiropas dzelzcela linijas (EDZL) », actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, et portant sur l'élaboration et la surveillance du projet de construction du terminal intermodal à Salaspils. Parmi les candidats retenus figurent les groupements d'entreprises Egis Rail SA (France) et DB Engineering & Consulting GmbH (Allemagne), SIA BRD Projekts (Lettonie) et Srl Sintagma (Italie), ainsi que Sweco Infra & Rail Oy, qui se compose de SIA Witteveen+Bos Latvia et Sweco Pologne, Finlande et Lituanie. Pour mémoire, ce terminal de transbordement des marchandises Rail Baltica sera le principal centre de logistique des Etats baltes et permettra de traiter des marchandises arrivant par le réseau ferré à l'écartement russe et européen, ainsi que des marchandises arrivant par la route. Le contrat avec le gagnant de l'appel d'offres devrait être signé avant juin 2022.
- Le 12 novembre, l'entreprise « Eiropas Dzelzceļa līnijas », actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a lancé le plus grand appel d'offres pour la construction de la ligne ferroviaire de Rail Baltica en Lettonie. L'appel d'offres "Construction de la ligne principale de Rail Baltica en Lettonie" vise à faire participer les entreprises à la réalisation des travaux de construction de la ligne principale de Rail Baltica et des infrastructures en Lettonie (en dehors de la capitale Riga). L'appel d'offres international pour les travaux de construction se déroulera en deux étapes. Le gagnant de l'appel d'offres devra assurer les travaux de construction de l'infrastructure sur plus de 200 km du territoire letton (sauf Riga), y compris la préparation du territoire et la construction de remblais, de ponts ferroviaires, de routes, de passages supérieurs et de rails. Le présent appel d'offres ne concerne toutefois pas le système d'électrification et de signalisation qui seront assurés par un appel d'offre de RB Rail AS pour mettre en œuvre une approche commune de ces systèmes. Les candidats doivent se présenter à l'appel d'offres avant le 28 janvier 2022. La deuxième étape devrait être annoncée en avril 2022 pour conclure un contrat avec le gagnant de la deuxième étape de passation de marché à la fin de 2022 et commencer les travaux de construction au cours du premier semestre de 2023.
- Le Rail Baltica Industry Day, le plus grand événement annuel de RB Rail de l'année, s'est tenu le 25 novembre 2021 en vidéo-conférence au regard de la crise sanitaire. Les trois ministres des Etats Baltes compétents en la matière se sont prononcés sur le projet. Le ministre des Transport letton a d'abord rappelé que la Lettonie est engagée pour que le projet Rail Baltica soit impérativement achevé pour 2030. Le ministre s'est félicité de l'avancée du projet en Lettonie, avec notamment la construction en cours de la gare à l'aéroport de Riga. Le ministre des Affaires économiques estonien a rappelé l'importance du projet en matière d'investissements, d'innovation et de digitalisation. Si le ministre se dit optimiste quant à l'avancée du projet, il a toutefois émis quelques craintes à propos de l'augmentation des prix de construction qui devraient augmenter de 10% en 2021 au regard de l'inflation. Le ministre des Transports lituanien se félicite de l'avancée du projet et souhaite un début d'activité à partir de 2026-2027. A titre d'information, la construction de la section entre Kaunas et la Lettonie débutera dès l'année prochaine. Selon le CEO de RB Rail, l'année 2021 a été riche au regard des avancées sur le design, l'achat des terres, l'ouverture à des appels à projets. La construction de certaines infrastructures a également débuté, notamment la gare de l'aéroport de Riga, ou encore sur la ligne entre Kaunas et Panevėžys. En 2022, RB Rail prévoit la construction de deux nouvelles gares en Lettonie. En 2023, la section entre Panevėžys et la Lettonie sera en construction comme la section entre Riga et l'Estonie. En 2024, les dernières sections devront être construites, notamment entre Kaunas et Vilnius ou encore Kaunas et la frontière polonaise. De même les travaux de standardisation et d'électrification seront menés parallèlement.
- Conformément au Plan de remise en état du réseau des routes régionales, présenté par la société publique de gestion des routes « Latvijas valsts ceļi », il est prévu de réhabiliter et de construire environ 1360 km de routes régionales d'ici 2027. Le montant total nécessaire pour la réalisation de ce projet représente 358 M€.
- L'appel d'offres lancé le 1er septembre 2020 par l'entreprise « Eiropas dzelzcela linijas (EDZL) », actionnaire letton de coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, et portant sur l'élaboration des projets de construction des sites d'entretien de l'infrastructure ferroviaire à Skulte et à Iecava, a été remporté par le groupement d'entreprises SIA BRD (Lettonie) et Srl Sintagma (Italie).



Transports

- Le ministère letton des Transports a octroyé une licence de transporteur aérien à un nouvel opérateur aéronautique « Union Aviation ». Cette entreprise, qui est basée à Riga, est spécialisée dans le domaine de l'aviation d'affaires et possède actuellement deux appareils Embraer EMB-135BJ. Les fondateurs de l'entreprise sont les entreprises aéronautiques SIA « Amber Jet Group » et « Taurus Jet », ainsi que l'entreprise multisectorielle SIA « Mono ».
- L'Agence lettone de gestion du trafic aérien (LGS) et l'aéroport international de Riga (SJSC) ont reçu un certificat délivré par l'Organisation européenne pour la sécurité aérienne (Eurocontrol) confirmant le développement et la mise en œuvre réussis des procédures A-CDM (Airport Collaborative Decision Making). L'aéroport de Riga a été le premier (et actuellement le seul) aéroport des pays baltes à utiliser les procédures A-CDM – dès avril – ce qui lui a permis d'améliorer la qualité de ses services et la sécurité des vols, tant pour les autres aéronefs que pour les passagers. La procédure garantit l'échange en temps utile d'informations précises entre les aéroports, les aéronefs, les assistants, les contrôleurs aériens et les autres parties impliquées dans le processus, depuis la planification du vol jusqu'au moment où l'aéronef atterrit sur la piste. Cela permet une programmation plus précise du décollage de l'avion et une réduction des temps d'attente des passagers, diminuant ainsi les coûts de ressources et de consommation de carburant associés aux temps d'attente avant le départ et à la préparation de l'avion pour le vol. Cela permet également de réduire la pollution environnementale et le bruit. Ce projet est cofinancé par le Mécanisme pour une Europe Connectée (CEF).

Energie

- Le 30 novembre, le gouvernement a décidé, suite à une proposition du Ministère de l'Economie, qu'à partir du 1er janvier 2022, le taux moyen de la composante obligatoire d'achat, écotaxe comprise dans le prix de l'électricité, sera réduit d'environ 60 %. Le taux moyen atteindrait ainsi 7,55 MWh ce qui constituerait une aide considérable pour tous les consommateurs d'énergie - ménages et entreprises. Le ministre des Finances a déclaré que cette baisse pourrait réduire les factures d'électricité des consommateurs de 8 à 10%. Cette mesure est prise dans un contexte de forte hausse des prix de l'énergie. Le ministre de l'Economie Janis Vitenbergs a déclaré que, compte tenu de la flambée inattendue des prix de l'énergie et de l'impact négatif de la pandémie de Covid-19, des mesures fortes devaient être prises pour soutenir les ménages et les entreprises.

LITUANIE

Environnement

Transition climatique

- Le Président de la République, Gitanas Nausėda, conjointement à ses homologues letton et estonien a signé à Vilnius le 15 novembre une Déclaration sur la voie baltique pour atteindre la neutralité climatique. En saluant les objectifs ambitieux de l'UE et du paquet Fit for 55 proposé par la Commission, les chefs d'Etat balte se sont engagés à intensifier le développement durable de parcs éoliens dans la mer Baltique, à finir à temps le projet Rail Baltica et à renforcer la coopération balte dans le cadre du MACF.

Finance verte

- Dans la lignée des engagements pris par la BCE et par le Réseau pour le Verdissement du Système Financier (NGFS) lors de la COP26 à Glasgow, la Banque de Lituanie a annoncé vouloir développer la finance verte et envisager d'intégrer la gestion des risques climatiques dans la surveillance et la supervision des risques financiers et bancaires. La Lietuvos Bankas souhaite faire du développement durable un des piliers de sa stratégie financière.
- Invest Lithuania, via son fond Staff II qui investit dans les forêts et terrains en région baltique et Europe de l'Est, a acquis près de 164 h de terres en Lituanie pour un montant de 990 000 €. Les terrains agricoles achetés se trouvent dans les régions de Panavėžys, Vilkaviskis et Joniskis.
- Le fond lituanien Capitalica a émis des obligations de 5 M€ pour financer le projet Verde à Riga. Ce montant vient s'ajouter au 3 M€ déjà levés par Capitalica pour ce que Andrius Barstys, DG de Capitalica Asset Management, décrit comme « le projet le plus vert de la capitale lettone ».

Taxe pollution

- Le Cabinet des Ministres a approuvé le 24 novembre la proposition du Ministère de l'Environnement sur la taxation des voitures polluantes. Si le Seimas venait à approuver le projet de loi, les véhicules rejetant plus



de 130 g de CO₂/km seraient taxés à partir de 2023 à hauteur de 56 c €/g rejeté dans l'atmosphère. Les vieilles voitures roulant au diesel seraient plus sévèrement taxées et la règle s'étendrait aux voitures émettant 100 g CO₂/km à partir de 2026. 54% des propriétaires lituaniens de voiture seraient affectés par la taxe pour un montant annuel d'au moins 100 €. La ministre de l'Economie a appelé à ce que certains impôts soient dans le même temps abaissés afin que la taxe pollution soit socialement acceptable.

Urbain / Verdissement

- La ville de Vilnius a présenté le 3 novembre le Standard des Rues de Vilnius, préparé depuis plusieurs années. Prenant la ville de New York comme modèle, ce document contient 12 principes visant à désoviétiser et verdier les rues de la capitale. Entre autres, des plantations séparent les voies piétonnes et les routes, plus d'illuminations seront proposées, les couleurs des rues harmonisées et des places supplémentaires de stationnement disponibles. Ces standards ont déjà été appliqués dans les rues de Pylimo, Algirdo, Naugarduko et Islandijos.
- Plusieurs principes de ce standard sont étroitement liés à l'autre grand projet de la mairie « Vague Verte de Vilnius » qui se donne pour objectif le verdissement de chaque kilomètre de route dans Vilnius. Ces dernières années, 300 km de routes ont été asphaltés, 150 km de rues piétonnes développés et 70 km de pistes cyclables construits. Le nombre d'arbre plantés a doublement décuplé ces sept dernières années.

Transports

- Les imports lituaniens d'engrais depuis la Biélorussie ont grimpé de 78% en glissement annuel pour le mois de septembre 2021. Il n'est pas exclu que les imports d'engrais soient artificiellement gonflés puisque ni le port de Klaipeda ni les chemins de fer lituaniens (LTG) n'ont remarqué de changements dans le volume d'échanges d'engrais entre la Biélorussie et la Lituanie. En octobre, 1,1 Mt d'engrais biélorusses ont été acheminés par LTG Cargo. En novembre, environ 1 Mt a dû transiter par ces rails.

Energie

Electricité

- Le prix de l'électricité a explosé au mois de novembre 2021. Si la hausse des prix généraux de l'énergie en Europe en est une cause, les autres facteurs sont la diminution de la production domestique éolienne, la baisse des importations d'électricité bon marché depuis les pays scandinaves – dû à une production éolienne également affaiblie ce mois-ci – pour une hausse des imports depuis la Lettonie. Le coût de l'électricité s'établissait au 29 novembre 157,3 € par MWh contre 67 € par MWh le 8 novembre, soit une hausse de 135% en trois semaines.
- Le projet d'expansion de Lit-Pol Link de 22,5 M€ a été finalisé à Alytus. Il s'agit du plus important des quatre projets de synchronisation au réseau électrique continental européen. Le Lit-Pol Link consiste en deux lignes de 163 km électrifiées à 400kV entre Alytus (Lituanie) et Elk (Pologne).
- La société d'Etat Ignitis s'apprête à acheter un parc solaire en Pologne pour un montant de 50 M €. La date d'opération est prévue en 2022-2023. Ignitis possède actuellement des fermes solaires produisant 94 MW en Pologne, et un parc éolien de 18 MW en Estonie.
- La Commission européenne a donné son aval pour la construction de quatre centres de stockage électrique en Lituanie. Financé par le FRR sous forme de prêt à Energy Cells, une filiale de EPSO-G qui est l'entreprise publique lituanienne en charge de la gestion des équipements de stockage, ce projet à 109 M € permettra le stockage de 200 MW d'électricité.
- Le port de Klaipeda se prépare à la mise en œuvre du projet de parc éolien de 700 MW en mer Baltique. Le parc s'étendra sur 70 h. La mise aux enchères aura lieu en 2023 pour une mise en service d'ici 2030.

Astraviets

- Le président de la Commission parlementaire sur la sécurité nationale et la défense a annoncé son intention d'interdire par une proposition de loi au Seimas la signature de contrats publics avec des entreprises liées à la centrale d'Astraviets. Dans le même temps, le ministre des affaires étrangères Gabrielius Landsbergis a convoqué le représentant biélorusse en Lituanie pour demander à la Biélorussie d'arrêter définitivement la construction du second réacteur nucléaire à Astraviets et de suspendre l'activité du premier réacteur tant qu'il n'aura pas rempli l'ensemble des mesures de prévention en matière de sécurité nucléaire.
- L'ENSREG a approuvé le 24 novembre un rapport soulignant les améliorations de la centrale d'Astraviets en matière de sécurité nucléaire et invitant les autorités biélorusses à un ensemble de recommandations pour que les réacteurs puissent être considérés comme sûrs et autorisés à fonctionner. Les réacteurs



restent pour l'heure notamment vulnérables aux tremblements de terre et leurs capacités de refroidissement demeurent insuffisantes.

Pétrole

- La filiale lituanienne du groupe pétrolier polonais Orlen a signé un contrat de 641 M€ avec la compagnie britannique Petrofac pour la construction d'une installation d'hydrocraquage des résidus à la raffinerie de Mazeikiai. Les travaux devraient terminer en 2024 et permettre à Orlen Lietuva de produire la même quantité de produits raffinés avec 20% de pétrole brut de moins.

Infrastructures

Routier

- Le Seimas a approuvé l'ouverture de la Lithuanian Road Administration au capital privé. L'actuelle société d'Etat devrait changer de statut à partir du 2 janvier 2023. Cette opération intervient dans un contexte où les quatre autres sociétés gérées par le Ministère des Transports et des Communications – Aéroports de Lituanie, Klaipeda State Seaport Authority, Oro navigacija et Lithuanian Inlan Waterways Authority – ouvrent toutes également une partie de leur capital aux investissements privés.

Aérien

- Les travaux de reconstruction de l'aérodrome de Vilnius qui durent depuis trois ans touchent à leur fin. La nouvelle piste nord et l'extension de la Taxiway F devraient être utilisables d'ici la fin de l'année. Cet asphaltage de près de 200 000 m² au sein de l'aéroport de Vilnius permettra de diminuer les rejets de CO₂ et la consommation électrique de l'aéroport ainsi que de fluidifier le trafic.

Ferroviaire

- A la demande de la société Gargzdu Gelezinkelis, le Conseil lituanien de la concurrence de marché a décidé d'ouvrir une enquête sur les possibles restrictions du marché ferroviaire lituanien qui auraient avantagé la société d'Etat LTG Cargo. Igor Udovicki, homme d'affaires biélorusse spécialisé dans le transport d'engrais et actionnaire majoritaire de Gargzdu Gelezinkelis, s'était plaint auprès de la Commission européenne en 2020 de s'être vu injustement refusé l'exploitation de certaines voies ferrées lituaniennes.

Portuaire

- Le ministère des Transports lituanien envisage d'allouer 10 M€ supplémentaires pour le dragage du port de Klaipeda dont les travaux devraient prendre fin à l'été 2023. Ce projet – dont le coût total s'élève actuellement à 46,8 M€ et financé à 28 M€ par l'UE – doit approfondir le canal extérieur du port à 16 m de profondeur (actuellement 15,5 m).

ESTONIE

Energie

- L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie ont entamé des discussions pour potentiellement accroître la part de l'électricité russe et biélorusse dans leurs bouquets énergétiques respectifs.
- Eesti Energia a lancé la construction d'une usine chimique Enefit 280 dans le comté d'Ida-Viru, destinée à produire de l'énergie à partir de déchets (vêtements, plastiques, pneus...) et de schistes bitumeux. La capacité de production visée est de 268 000 t de carburants liquides par an. La centrale sera achevée d'ici 2024 et devrait créer plus de 500 emplois pour son fonctionnement courant. Sa construction nécessitera 321M € et occupera 1 000 employés.
- Eesti Energia a dégagé un profit de 16,9M € au troisième trimestre 2021 et enregistre un profit net de 33 M € depuis le début de l'année. L'entreprise s'appuie sur des ventes record lors du trimestre (290,8 M €, en hausse de 52,2% en glissement annuel), portées par la hausse du prix de l'électricité (80,3 € le MWh, +65,3% en glissement annuel). Au cours du troisième trimestre, Eesti Energia a produit 1,2 TWh d'électricité (+12% en glissement annuel) et en a distribué 2,2 TWh (+25% en glissement annuel).

Prix de l'énergie

- Elektrilevi, entreprise publique en charge du réseau de distribution électrique, va augmenter ses frais de service de 3% à compter du 1er mars 2022. Ce sera la première hausse des prix de l'entreprise depuis 2013.



- Le Parlement a voté pour prolonger la réduction des droits d'accises jusqu'en 2023.
- Le Parlement étudie la possibilité de réduire temporairement la TVA sur l'énergie de 20% à 9%.

ENR

- Enefit Green souhaite acheter pour 100 M € de panneaux solaires, fonctionnant au moins pendant 36 mois. Un appel d'offre a été émis en conséquence, les candidatures doivent être déposées avant le 30 décembre. L'entreprise a également émis un appel d'offre, ouvert jusqu'au 6 janvier 2022, visant à acheter pour 25 M € de châssis de panneaux solaires.
- Pour la troisième année consécutive, la taxe perçue par Elering sur la consommation d'électricité et finançant les énergies renouvelables restera inchangée, à 1,13 centimes par KW/h. Elering espère également la garder inchangée en 2023.
- Fin novembre, l'Estonie a lancé un appel d'offre pour la production de 450 GWh d'électricité issue d'énergies renouvelables. Cette électricité doit alimenter près de 150 000 ménages chaque année et sa production devra démarrer avant le 1er janvier 2026. Un autre appel d'offre sera lancé en 2023, pour la production de 650 GWh d'électricité issue d'énergies renouvelables.
- L'opérateur Elering a dépensé 8,5 M € pour soutenir les énergies renouvelables en octobre 2021. Sur ce total, 3,7 M € étaient destinés à l'énergie éolienne, 3,5 M € à la biomasse et 1.1 M € à l'énergie solaire. Au total, l'entreprise devrait dépenser 90,1 M € pour soutenir les énergies renouvelables en 2021.

Hydrogène

- La ville de Tartu a lancé un projet pilote autour de l'énergie hydrogène, avec le soutien d'Eesti Energia, de Go Group et d'Alexela. L'objectif est de développer une chaîne hydrogène, de la production au stockage, et de développer de l'hydrogène vert.

Infrastructures

Ferroviaire / Rail Baltica

- Eesti Raudtee, gestionnaire des chemins de fer publics, a annoncé un plan d'investissement de 840 M € sur les huit prochaines années pour le développement des infrastructures ferroviaires. De nouvelles lignes seront construites (Tapa-Tartu), d'autres seront rénovées et électrifiées, afin d'accroître la vitesse des trains (Tallinn-Tartu, Tapa-Narva).
- La compagnie ferroviaire privée Edelaraudtee va investir 45,8 M € sur la même période, essentiellement pour reconstruire la ligne Rapla-Lelle.
- Le design préliminaire du terminal de fret ferroviaire du port de Muuga est terminé. La version définitive est attendue pour le printemps 2022.
- Selon Agnis Driksna, CEO de Rail Baltic, les premiers tronçons de Rail Baltica seront en circulation en 2027. L'ensemble du projet devrait être terminé en 2030, malgré les importants retards en matière d'acquisition des terres – particulièrement en Estonie.
- Un appel d'offre a été publié pour le design des trois arrêts de Rail Baltica situés dans le comté de Rapla. Le contrat devrait courir jusqu'en octobre 2026. L'appel d'offre a été clôturé le 9 décembre.

Transports

- Mi-novembre, le gouvernement a adopté un plan de développement pour les Transports et la Mobilité pour les 15 prochaines années. La priorité est donnée aux investissements environnementaux et de long terme, en se centrant sur les mobilités douces. Ainsi, 40 M € seront prochainement investis pour le développement de pistes cyclables à Tallinn, Tartu et Pärnu. Un système de billetterie unique pour l'ensemble du pays est également étudié.
- L'Administration Estonienne du Transport va réduire ses coûts de fonctionnement de 6,7% en 2022, et 23 postes seront supprimés.

Transport en commun et mobilités douces

- En 2022, la ville de Tallinn va consacrer 1,5 M € au développement et à l'entretien des voies cyclables dans la ville.
- Le fabricant de vélo-cargo électrique Hagen Bikes a été introduit en bourse fin novembre. L'entreprise souhaite lever assez de fonds pour étendre son activité en Allemagne et en France, où ils espèrent pouvoir vendre 10 000 vélo-cargos par an.
- Ampler, constructeur de bicyclettes électriques, a dégagé un profit de 11,2 M € en 2020 – contre 5,5 M en 2019. Cette hausse s'explique essentiellement par leur entrée sur le marché allemand.



- Elmo Rent, fournisseur de mobilités électriques, va émettre de nouvelles actions en bourse d'ici le début de l'année 2022. Cette décision est la conséquence du rachat d'Elektritakso par Elmo Rent, qui devrait être officialisé lors du mois de décembre 2021. Le projet de voiture pilotée à distance a également passé avec succès les premiers tests de l'Administration Estonienne de Transport.
- Trois entreprises (CAF, PESA, Skoda) ont répondu à l'appel d'offres pour délivrer 23 nouveaux trams électriques à l'opérateur de la ville de Tallinn. Le résultat de l'appel d'offre est attendu pour début 2022. Le coût est estimé à 71 M €.
- 32 M de voyages ont été réalisés en transport en commun lors du troisième trimestre 2021. C'est une baisse de 13% par rapport au troisième trimestre 2020, mais une hausse de 20% par rapport au second trimestre 2021.

Ferroviaire

- Le transporteur public Elron a annoncé une hausse des prix des billets de 9,5% en 2022. Cette hausse s'explique par la hausse du prix de l'énergie.
- Sur le troisième trimestre 2021, environ 5,2 M t de fret ont circulé sur les lignes estoniennes. C'est une hausse de 25,7% en glissement annuel. La majorité des biens (2,7M de tonnes, en hausse de 76,7% sur un an) circulant sur les lignes ferroviaires répondaient à une demande domestique. Sur le troisième trimestre 2021, 1,8 M de passagers ont circulé sur les lignes estoniennes (+4,9% en glissement annuel) contre 1,5 M au trimestre précédent.
- Près de 11 M t de fret ont transité sur les lignes publiques d'Eesti Raudtee depuis janvier 2021, soit 18,6% de plus que sur la même période en 2020. Le nombre de passagers transitant sur ces lignes est resté stable entre 2020 et 2021.
- Les réparations de la ligne Lelle-Pärnu sont achevées. Celle-ci servira exclusivement au transport de marchandises et de matériaux, notamment pour accélérer la construction de Rail Baltica.

Maritime

- Au troisième trimestre 2021, 1,8M passagers ont circulé en Estonie par voie maritime. C'est une baisse de 16% par rapport au troisième trimestre 2020. 716 000 de ces voyages ont été réalisés sur des routes internationales, principalement vers la Finlande et la Suède.
- Tallink Grupp a transporté 351 857 passagers en novembre, soit 2,2 fois plus qu'en novembre 2020. Cette hausse s'explique surtout par le succès de ses lignes entre la Finlande et la Suède (4,3 fois plus de passagers en glissement annuel) et l'Estonie et la Suède (9 fois plus de passagers, en glissement annuel).
- Sur la même période, Tallink Grupp a transporté 35 486 unités de cargaisons et 50 113 véhicules, soit une hausse respective de 28,2% et de 9,9% relativement à novembre 2020.
- Toutefois, le volume de fret passé par les ports estoniens a diminué de 15,4% d'octobre 2020 à octobre 2021. 2,9M de tonnes de fret ont transité par les ports estoniens : 1,9M y ont été chargées (-18,1%) et 0,98M y ont été déchargées (-9,7%).
- Au troisième trimestre 2021, Tallink Grupp a dégagé un profit net de 5,5M €. C'est la première fois depuis le début de la crise que l'entreprise dégage un profit. Depuis le début de la crise, ses revenus ont chuté d'environ 85% et l'entreprise ne peut employer que 4 000 personnes (contre 7 500 avant-crise).
- Le budget 2022 de l'Estonie prévoit une aide de 9,4M € pour le secteur maritime par la réduction de 50% de la redevance sur les voies navigables, validée par un amendement au Maritime Safety Act. Cette aide est tournée vers les compagnies de transport. En outre, le gouvernement prévoit une aide de 7,7M € pour le secteur afin d'alléger le coût du travail.

Aérien

- En novembre 2021, 164 126 passagers ont transité par l'aéroport de Tallinn, répartis entre 2 881 vols et 33 destinations. Ceci représente 68% de l'activité pré-crise. 25% des passagers transportés ont utilisé RyanAir, 19% Air Baltic et 10% Wizz Air.
- L'Etat estonien a augmenté le capital de l'Aéroport de Tallinn de 20 M €, pour atteindre 45,6 M €. Cette hausse permettra d'améliorer la situation financière de l'entreprise et d'effectuer des investissements, notamment pour développer les infrastructures nécessaires au fret et à la maintenance aérienne.
- Le nombre de liaisons entre l'Estonie et la Finlande va augmenter grâce à Finnair : la ligne entre Tartu et Helsinki va rouvrir prochainement et 9 vols quotidiens seront proposés entre Tallinn et Helsinki à compter de mars 2022.



Environnement

- Le Ministre de l'Environnement Tõnis Mölder (Parti du Centre) a démissionné pour raisons personnelles. Il est remplacé par Erki Savisaar (Parti du Centre).
- A compter de 2022, Rainer Vakra, ancien président de la commission environnementale du Parlement, sera le Directeur Général du Conseil estonien de l'Environnement.
- Selon l'European Environment Agency, le traitement des eaux usagées est très bon en Estonie. 98% des eaux usagées sont traitées conformément aux règles européennes.
- Selon une étude conjointe de la chambre de commerce et d'agriculture estonienne et de l'European Food Safety Authority, la nourriture estonienne est l'une des plus saines au monde. Ceci tient notamment à la qualité de son agriculture, reposant très peu sur les pesticides et autres agents actifs.
- Le gouvernement estonien a fixé à 49 399 hectares la surface forestière maximale dédiée à la régénération par la coupe, pour la période 2021-2025. C'est 7 000 ha de moins que l'an passé.
- L'Estonie va alléger les restrictions à la construction de bâtiments sur ses côtes. Il sera désormais possible de construire des bâtiments à 20 mètres de la mer, des lacs ou des rivières. Auparavant, la distance minimale était de 100 mètres en métropole et de 200 mètres sur les îles estoniennes.
- Une coopération entre le Ministère des Affaires Economiques et des Communications et l'entreprise Neo Performance Materials vient d'être créée, afin d'étendre la production de terres rares (RRE). A terme, l'objectif est de créer une nouvelle usine dans le comté de Ida-Viru, afin de produire les matériaux magnétiques utilisés dans un grand nombre de technologies vertes (générateurs éoliens, voitures électriques...).
- L'Estonie est le 10ème pays de l'Union Européenne émettant le moins de gaz à effet de serre per capita (9 t de CO₂ per capita en 2020). Depuis 2005, l'Estonie a réduit ses émissions de CO₂ per capita de 40%.
- L'Estonie défend une approche nationalisée du paquet FitFor55, pour tenir compte des particularités nationales.
- L'Estonie soutient la stratégie 2030 de l'UE pour les forêts mais demande une prise en compte des spécificités nationales. L'Estonie craint notamment une charge administrative supplémentaire et une perte des compétences étatiques en matière forestière.
- Taavi Madiberk, PDG de Skeleton Technologies, a été nommé au sein du bureau du Conseil Européen de l'Innovation, organe créé en mars 2021 par la Commission Européenne.

© Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @DGTresor Poland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.